

programme communiste

Revue théorique
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

SOMMAIRE

	Pages
L'Inde bourgeoise, poudrière de l'Asie	1
Textes du marxisme révolutionnaire :	
PARTI ET ACTION DE CLASSE	5
Le mouvement social en Chine (III)	17
Les leçons de la polémique russo-chinoise (III) ..	34

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

— Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages)	2,— F
— Dialogue avec les morts (critique du XX ^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages)	4,— F
— L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages)	4,— F
— Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »	2,— F
— Programme Communiste : un numéro	2,50 F
Abonnement annuel	9,— F
Abonnement de soutien	20,— F
— Le Prolétaire : mensuel ;	
Un numéro	0,40 F
Abonnement annuel	4,— F
Abonnement combiné avec Programme Communiste	12,— F

EN LANGUE ITALIENNE :

— Storia della sinistra comunista (1 ^{er} vol., 415 pages)	25,— F
— La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages)	7,— F
— 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky	4,— F
— Il Programma Comunista : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel	10,— F
Un numéro	0,40 F
— Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;	
Un numéro	0,20 F
— Documents ronéotypés :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista	en réimpression
7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista	3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

— Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

— Documentatije Materiaal	0,25 F
---------------------------	--------

L'Inde bourgeoise poudrière de l'Asie

A côté de la Chine "communiste" dévastée par les guerres et les révolutions, travaillée par les crises sociales et rejetée hors du monde "civilisé", on pourrait penser que l'Inde a accompli avec bonheur sa destinée bourgeoise. N'a-t-elle pas réalisé tous les rêves de Gandhi en obtenant l'autonomie dans le Commonwealth par les voies de la "non-violence", c'est-à-dire sans intervention du prolétariat comme force politique organisée ? Ne s'est-elle pas ménagée, avec le "neutralisme" de Nehru, les capitaux de toutes les grandes puissances : à l'Est comme à l'Ouest ? Le "club d'aide" à l'Inde (U.S.A., Angleterre, Canada, Allemagne, Japon, France) auquel il convient d'ajouter l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, constitue le plus énorme consortium de bailleurs de fonds ; celui-là même que Sun Yat-sen avait jadis suggéré pour un développement "pacifique" de la Chine bourgeoise.

Si l'on en croit donc les radjas transformés en capitaines d'industrie, les banquiers américains et les entrepreneurs russes, tout semble avoir réussi à l'Inde pieuse et soumise, héritière des institutions "démocratiques" de l'Angleterre impériale. Et face au dragon chinois qui crache feu et flammes aux frontières de l'Himalaya, Washington et Moscou s'entendent à merveille pour prôner "l'exemple" indien, voire pour le défendre par les armes. Après avoir absorbé les institutions politiques, les capitaux et les bombardiers des pays "avancés", il ne manquait qu'une chose à l'Inde : intégrer au ciel de ses dieux les religions de l'Occident. C'est chose faite aujourd'hui avec le voyage de Paul VI : le panthéon le plus riche du monde s'est ouvert au Dieu universel des puissants de ce monde. Et l'on ne pouvait s'attendre à moins en pleine période de coexistence... œcuménique.

La presse nous a dit comment les paysans affamés ayant appris la venue d'un "Grand Sage" de l'Occident se portèrent sur sa route dans l'espoir d'une aubaine. Ils ne trouvèrent, paraît-il, que la matraque des policiers qui dissipa leurs illusions. Mais quelques semaines plus tôt, le jour anniversaire de la mort de Gandhi, le "Monde" relatait une mani-

festation de parias à New Delhi qui en dit long sur la misère des masses et leurs aspirations véritables :

« La disette qui règne un peu partout et les inondations qui ravagent les campagnes ont sans doute stimulé l'esprit revendicatif de ceux qui, en temps ordinaire, paraissent accepter passivement leur triste sort. En dépit des efforts gouvernementaux pour contrôler l'activité des trafiquants, le prix du blé dans les villages est maintenant tel que des dizaines de millions de familles ne peuvent plus acheter la moitié des 200 grammes quotidiens qui sont considérés comme un minimum vital incompressible. » (Le "Monde", 3-9-64).

L'Inde des castes et de la famine demeure. A côté d'une industrie moderne financée par l'impérialisme mondial, végètent des dizaines de millions de paysans sans terre abrutis par les privations. On reconnaît aujourd'hui l'échec de toute réforme agraire, le sabotage de toutes les lois contre l'intouchabilité. « Beaucoup d'intouchables, écrit encore "Le Monde", ont embrassé la foi bouddhiste ou chrétienne dans l'espoir d'échapper au système des castes par l'intermédiaire d'une religion plus égalitaire ». Telle est la base sociale des "progrès" si vantés de l'Eglise dans les pays arriérés : le croupissement des vieux rapports de production et la domination impérialiste. La vieille "sagesse" hindoue, la théorie de la "non-violence", n'auront plus longtemps raison des contradictions accumulées par le développement du capitalisme !

A la mort de Nehru, Washington et Moscou se sont interrogés avec la même inquiétude sur le sort du "neutralisme" indien. Et le "Monde" essayait de se rassurer en déclarant, le 28 mai 1964 : « L'existence de l'Inde, aujourd'hui, est préservée à la fois par le blé et les armes des Etats-Unis et par les aciéries et les avions de la Russie soviétique ». Et de fait, le Parlement de New-Delhi n'a pas dénoncé une politique aussi avantageuse. Si le "neutralisme" craque, c'est de l'intérieur, sous la pression justement des investissements russes, américains, allemands, qui aggravent d'une manière inouïe les contradictions de l'Inde bourgeoise.

On pose encore un faux problème en imputant à la Chine tous les dangers qui menacent l'Inde. Par ses réformes petites bourgeoises, Mao Tsé-toung a désarmé la révolution chinoise ; et l'impérialisme mondial lui refuse les roubles et les dollars nécessaires pour un nouveau "bond en avant" de son industrie. Par contre, en Inde, se creuse toujours plus le fossé entre une agriculture primitive, qui n'a connu aucun semblant de réforme, et une industrie concentrée à grand renfort de capitaux étrangers. Ce n'est donc pas la Chine maoïste et petite bourgeoise, mais l'Inde affamée avec ses aciéries modernes importées de Russie ou d'Allemagne qui représente aujourd'hui la poudrière de l'Asie. Une guerre sino-indienne pourrait fort bien déclencher la crise sociale latente ; mais elle n'en serait pas la cause. L'ennemi n'est pas aux frontières. Et si les classes dirigeantes hindoues trouvent une place, dans leur sereine spiritualité, pour le dualisme inquiet des religions occidentales, c'est encore un signe de faillite qui ne doit pas tromper.

Tout comme l'Eglise se fait des illusions sur ses chances en Orient, la démocratie bourgeoise nourrit des espoirs démesurés sur ses possibilités de développement en Inde. Voici, à cet égard, comment "Le Monde" interprétait les revendications formulées par les manifestants de New Delhi :

« La "charte des demandes" soumise au gouvernement est remarquable par son style autant que par son contenu. Un esprit français (sic !) y entend inévitablement l'écho des cahiers de doléances du tiers état de 1789. La vie des soixante-dix millions d'agriculteurs sans terre est présentée comme une lutte héroïque « contre le tonnerre, la tempête, la grêle, la chaleur et le froid ». A peine perçoit-on une menace lorsqu'il est dit que les hommes « dont le visage reflète aujourd'hui la terreur » seraient l'âme véritable d'une Inde encore médiévale et dont un jour « ils deviendront inévitablement les maîtres ».

Sachons gré à un "esprit français" de se pencher sur la misère du paysan indien. Mais s'agit-il bien d'une Inde "médiévale" ? Nous repoussons l'analogie, flatteuse pour les bourgeois, avec la situation du 1789 français. Le paysan indien vit dans des conditions "médiévales" parce que la bourgeoisie gouverne à New Delhi, parce que les magnats de l'industrie "nationale" exercent leur domination à l'aide des capitaux russes et américains. Ce n'est pas une Inde "médiévale" l'Inde où se dressent des aciéries gigantesques et où grandit un prolétariat famélique. C'est une Inde bourgeoise que seul le prolétariat révolutionnaire pourra tirer de son arriération. Vous voulez donc faire des analogies historiques ? Parlez plutôt de la Russie de 1905 ou de 1917 ! Mais n'oubliez pas ce que cela veut dire !

Si la vieille démocratie européenne ne peut plus rien apporter à l'Inde, que représente pour elle la démocratie "nouvelle" chinoise ? Nous ne nions pas que la Chine soit capable de déclencher la crise sociale lors d'un conflit armé. Mais nous nions que le parti de Mao puisse donner un programme à la révolution indienne. Les conditions historiques qui ont déterminé la victoire à Pékin d'un pouvoir de collaboration de classes ne peuvent se reproduire en Inde. Là, en effet, le prolétariat des grands centres urbains n'a pas encore livré les batailles que les ouvriers chinois ont perdues en 1927 à Shanghai et à Canton par la faute de l'Internationale stalinienne. On peut espérer que la révolution indienne, victorieuse à Calcutta ou à Bombay, n'aura pas à repartir des campagnes et à changer de drapeau dans une guérilla paysanne. Enfin, le développement de l'Inde capitaliste, l'absence jusqu'à présent d'un partage du pays en sphères d'influence, comme ce fut le cas en Chine, tout cela annonce une révolution où les chances du prolétariat seront infiniment plus grandes, où les mots d'ordre de la dictature communiste supplanteront ceux de la "démocratie populaire".

« Mais alors, quelle différence y a-t-il entre les pays avancés et les pays arriérés ». C'est la question que posent les philistins qui cherchent partout les "différences" et les "originalités", les "voies nationales" et les "cas

particuliers" pour mieux escamoter le caractère universel de la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, et l'exigence mondiale d'une révolution communiste. C'est la question que posait l'Internationale dégénérée à Trotsky dans les années où s'est joué le sort de la révolution chinoise. Et Trotsky répondit :

« Une très grande différence, mais qui reste toujours subordonnée à la domination des rapports capitalistes. Les formes et les méthodes de domination de la bourgeoisie sont extrêmement diverses selon les pays. Aux deux pôles extrêmes, nous avons, d'un côté, la domination directe et absolue : les Etats-Unis ; de l'autre, le capital financier, adapté aux institutions surannées du Moyen-Age asiatique, qui se les subordonne, les utilise et leur impose ses méthodes : l'Inde. Mais la bourgeoisie règne aussi bien ici que là. Ce qui nous laisse supposer que la dictature du prolétariat, elle aussi, prendra, dans les différents pays, un caractère extrêmement varié quant à sa base sociale, ses formes politiques, ses tâches immédiates et son rythme. Mais il n'y a que l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat, se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir, qui pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et des bourgeois nationaux » ("La révolution permanente").

Les prolétaires de Calcutta vengeront-ils leurs frères de Shanghai ? Alors, il n'y aura pas de Mao indien ; et la victoire de la révolution en Inde sera la défaite du "socialisme" chinois !

Le manque de place nous oblige une nouvelle fois à renvoyer au prochain numéro la suite d'un article. Il s'agit cette fois-ci du résumé du premier livre de l'HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE publié par notre parti en langue italienne. Nous essaierons de compenser ce retard en réservant une plus large place à ce texte dans notre prochain numéro.

IV

Parti et action de classe

Le texte que nous publions ci-dessous est le quatrième de notre rubrique des "Textes du Marxisme révolutionnaire". Il parut pour la première fois le 31 mai 1921 dans l'organe théorique du Parti Communiste d'Italie, Rassegna Comunista. Peu de temps auparavant, le 15 avril, la même revue avait publié l'article "Parti et Classe" dont nous avons donné la traduction dans le numéro 28 de Programme Communiste (juillet-septembre 1964). Ces deux articles forment un tout et s'éclaircissent réciproquement : il faut donc lire chacun d'eux à la lumière de l'autre.

Outre "Parti et Classe", Programme Communiste a publié, sur cette question fondamentale du parti de classe, La tactique du Parti communiste (Thèses sur la tactique adoptées au second Congrès du P.C. d'Italie en 1922 et connues sous le nom de "Thèses de Rome") dans son n° 17 (octobre-décembre 1961) et Dictature prolétarienne et Parti de classe dans son n° 23 (avril-juin 1963). Le lecteur se reportera utilement à ces textes.

Exposant dans un précédent article (1) certains concepts théoriques fondamentaux, nous avons montré qu'il n'y avait rien de contradictoire dans le fait que le parti politique de la classe ouvrière soit un instrument indispensable de sa lutte d'émancipation et qu'il ne compte dans ses rangs qu'une partie, une minorité de cette classe. Bien plus, nous avons montré qu'on ne pouvait pas parler d'une classe agissant dans l'histoire sans qu'existe un parti ayant une conscience précise de ce mouvement et de ses buts et se plaçant à l'avant-garde de celui-ci dans l'action.

Un examen plus particulier des tâches historiques de la classe ouvrière sur le chemin de sa révolution — aussi bien après qu'avant le renversement du pouvoir des exploités — ne fait que confirmer cette nécessité absolue du parti politique qui doit diriger toute la lutte de la classe travailleuse. Pour donner une idée précise, presque tangible de la nécessité "technique" du parti, il serait peut-être bon de considérer **d'abord** la tâche que le prolétariat doit remplir après être parvenu au pouvoir, c'est-à-dire après avoir arraché à la bourgeoisie la direction de la machine sociale, quitte à sacrifier pour cela le déroulement logique de l'exposé.

1) *Parti et Classe*, Programme Communiste N° 28 (juillet-septembre 1964), p. 37

Après avoir conquis la direction de l'Etat, le prolétariat aura à assumer des fonctions complexes. En effet, il n'aura pas seulement à remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais à construire une machine toute nouvelle et différente d'administration et de gouvernement ayant des buts infiniment plus complexes que l'art gouvernemental d'aujourd'hui. Pour les atteindre, il faudra une action coordonnée et disciplinée des individus aptes à remplir les différentes fonctions, à étudier les différents problèmes et à appliquer aux différents secteurs de la vie collective les critères dérivant des principes révolutionnaires généraux et correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves de l'ancien régime afin d'édifier de nouveaux rapports sociaux.

Ce serait une erreur fâcheuse de croire que le simple maintien des divisions professionnelles traditionnelles entre travailleurs puisse fournir la somme de connaissances et de spécialisations nécessaires. Il ne s'agira pas d'utiliser la compétence professionnelle des meilleurs ouvriers pour remplacer la compétence technique du capitaliste ou d'éléments étroitement liés à lui, pouvoir ainsi se passer de leur contribution et les éliminer entreprise par entreprise. Il s'agira d'affronter des tâches beaucoup plus vastes exigeant une préparation à la fois politique, administrative et militaire. Or qui peut avoir une telle préparation répondant aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne ? Seulement un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision générale du processus révolutionnaire et de ses exigences et, d'autre part, une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les activités particulières au but général du prolétariat.

Un parti est un ensemble de personnes ayant la même vue générale du développement historique, une conception précise des buts de la classe qu'il représente et enfin un ensemble cohérent de solutions aux divers problèmes que le prolétariat aura à résoudre quand il sera devenu classe dominante. C'est pourquoi le gouvernement de classe ne pourra être qu'un gouvernement de parti. Une étude même superficielle de la révolution russe rend ces considérations parfaitement évidentes. Nous ne nous attarderons donc pas et passerons tout de suite à la phase antérieure à la prise du pouvoir pour démontrer que l'action révolutionnaire de classe contre le pouvoir bourgeois ne peut être, elle aussi, qu'une action de parti.

Tout d'abord, il est évident que le prolétariat ne serait pas prêt à affronter les problèmes très difficiles de sa dictature si le corps de doctrines et d'expériences du parti, qui seul peut résoudre ces problèmes, ne s'était pas formé longtemps auparavant ; mais le parti apparaît comme un organe indispensable même si l'on considère seulement les nécessités directes de la lutte qui aboutit au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie. Logiquement, on ne peut même pas parler de véritable action de classe, c'est-à-dire d'une action dépassant les limites de catégories et les problèmes contingents, tant qu'on n'est pas en présence d'une action de parti.

Dans ses termes généraux, la tâche du parti prolétarien dans le pro-

cessus historique se présente de la façon suivante. A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme semblent intolérables aux prolétaires qu'ils poussent à tenter de les dépasser. Les vicissitudes complexes de cette lutte instinctive amènent les victimes de ces rapports à constater l'insuffisance des ressources individuelles quand il s'agit de combattre un malaise et des privations communs au grand nombre. Elles sont donc poussées à expérimenter des formes d'action collective et à s'associer pour augmenter leur influence sur la situation sociale qui leur est faite. Ces expériences jalonnent tout le développement de la société capitaliste moderne. Elles amènent à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts au-delà des cadres locaux, professionnels et nationaux, tant qu'ils ne leur auront pas donné pour but une revendication intégrale : **le renversement du pouvoir bourgeois** dont, tant qu'il subsistera, la fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans les mouvements de leurs camarades de classe et qui, grâce à la critique des efforts faits et des résultats atteints, des erreurs et des désillusions, entraînent un nombre toujours plus grand de ces derniers sur le terrain de la lutte générale qui est lutte pour le pouvoir, lutte politique, lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire peut résoudre le problème de leurs conditions de vie en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à accepter les privations et les sacrifices que la lutte impose et qui se mettent à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux façons, comme fait de conscience d'abord et ensuite comme fait de volonté. Le premier se traduit dans une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents ; le second, dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action.

Naturellement, ce renforcement des énergies de classe n'a jamais été ni ne sera jamais un processus continu excluant tout recul. Il connaît des pauses, des retours en arrière, des perturbations. Les partis prolétariens perdent bien souvent les caractères essentiels qu'ils s'étaient donnés et du même coup l'aptitude à remplir leurs tâches historiques. C'est en général sous l'influence de phénomènes particuliers du monde capitaliste que les partis perdent leur fonction principale qui est de concentrer toutes les impulsions naissant des mouvements des divers groupes prolétariens sur le but final et unique de la révolution et de les canaliser vers lui. Ils se limitent alors à préconiser des solutions ou satisfactions plus immédiates et transitoires et dégénèrent ainsi politiquement et pratiquement jusqu'à admettre que le prolétariat puisse trouver des conditions d'équilibre dans

les cadres du régime capitaliste et jusqu'à poursuivre des buts partiels et contingents, s'acheminant ainsi vers la collaboration de classe.

Ces phénomènes de dégénérescence ont atteint leur sommet pendant la grande guerre à laquelle a succédé une période de saine réaction puisque les partis de classe s'inspirant de directives révolutionnaires (les seuls à être réellement des partis de classe) se sont reconstitués partout, s'organisant dans la Troisième Internationale dont la doctrine et l'action sont spécifiquement révolutionnaires et "maximalistes".

C'est pourquoi dans cette phase que tout permet de supposer décisive (1), le mouvement de constitution des masses en phalanges révolutionnaires recommence autour des partis communistes qui les encadrent pour les actions décisives. Mais encore une fois, loin d'avoir la simplicité d'une règle absolue, le processus nous pose de difficiles problèmes de tactique, n'exclut pas les insuccès partiels même graves et suscite des questions qui passionnent grandement les militants de l'organisation révolutionnaire mondiale.

* *

Maintenant qu'elle s'est donné pour base la doctrine révolutionnaire, la nouvelle Internationale a encore à tracer un plan général des méthodes tactiques qu'elle appliquera. Le mouvement communiste des divers pays s'interroge sur une série de points et les questions tactiques sont à l'ordre du jour. Il est désormais bien établi que le parti politique est un organe indispensable de la révolution. De même, les résolutions théoriques du Second Congrès mondial qui forment le point de départ de notre précédent article (2) ont démontré sans doute possible que le parti ne peut jamais être qu'une fraction de la classe. Il reste à savoir plus précisément quelle extension doit avoir l'organisation du parti, quels rapports il doit établir avec les masses qu'il encadre.

Il existe — du moins on le dit — une tendance qui voudrait avoir des "petits partis" parfaitement purs et qui se complairait presque loin des grandes masses auxquelles elle reprocherait de ne pas être assez conscientes ni révolutionnaires. On critique vivement cette tendance et on la définit comme un "opportunisme de gauche". La formule nous semble plus démagogique que fondée, car elle devrait plutôt être réservée aux courants qui nient la fonction du parti politique et qui prétendent pouvoir encadrer largement les masses dans des organisations purement économiques et syndicales. Il faut donc examiner plus à fond ce problème des rapports du parti avec la masse. Il est entendu qu'il n'est qu'une fraction de la classe, mais comment déterminer l'importance numérique de cette fraction ? S'il est une preuve de volontarisme et donc d' "opportunisme"

1) Rappelons que le texte est de 1921, donc d'une époque où rien ne permet d'affirmer que le prolétariat mondial perdra non seulement la bataille de classe commencée en Russie, mais son organisation révolutionnaire elle-même.

2) Il s'agit de *Parti et Classe*, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut.

antimarxiste caractérisé (désormais opportunisme veut dire hérésie), c'est bien de vouloir faire du nombre une règle d'organisation, de vouloir établir a priori que les travailleurs organisés dans les rangs du parti communiste ou comptant parmi ses sympathisants doivent représenter telle ou telle fraction numérique de l'ensemble de la masse prolétarienne.

Ce serait une erreur ridicule de vouloir juger du degré de développement des partis communistes d'après le nombre de leurs adhérents, puisqu'ils se forment non seulement au travers de fusions, mais de scissions. Il serait tout aussi ridicule de vouloir tailler dans les partis trop nombreux ou d'accroître par force ceux qui sont trop petits. Le processus de formation des partis se juge en effet selon des normes qualitatives et politiques et puisqu'il est lui-même en très grande partie un résultat dialectique de l'histoire, il échappe à une législation organisationnelle qui prétendrait passer les partis au moule pour leur donner les dimensions considérées comme désirables et appropriées.

La discussion sur la tactique peut certes partir de cette idée qu'il est préférable que les partis soient le plus nombreux possible et qu'ils réussissent à attirer les couches les plus larges : aucun communiste n'élève le fait d'être peu nombreux et bien enfermés dans la "tour d'ivoire" de la pureté à la hauteur d'un principe : il est de même hors de doute que la force numérique du parti, la ferveur du prolétariat à son égard sont des conditions révolutionnaires favorables, des indices sûrs de la maturité des énergies prolétariennes, et il ne se trouve donc personne pour ne pas souhaiter que les partis communistes progressent dans ce sens.

Il n'existe donc pas de rapport numérique défini ni définissable entre les effectifs du parti et la grande masse des travailleurs. Étant bien entendu que le parti assume sa fonction en tant que minorité, il serait parfaitement byzantin de se demander si celle-ci doit être grande ou petite. Tant que les contrastes de classe et les conflits internes qui déchirent le capitalisme et qui sont la principale origine des tendances révolutionnaires ne sont encore qu'au début de leur développement : tant que la révolution apparaît comme une perspective encore lointaine, il est certain que le parti de classe, le parti communiste ne peut qu'être formé de petits groupes de précurseurs possédant une capacité spéciale de prévoir le développement historique, et que la fraction des masses qui le comprennent et le suivent ne peut pas être large. Quand, au contraire, la crise révolutionnaire mûrit, quand les rapports bourgeois de production deviennent de moins en moins tolérables, le nombre des adhérents du parti et des prolétaires qui le suivent augmente.

Si l'époque actuelle est, comme tous les communistes en sont bien convaincus, une époque révolutionnaire, il s'ensuit que dans tous les pays nous devons avoir des partis nombreux exerçant une influence sur de vastes couches du prolétariat. Mais là où cela ne se vérifierait pas en dépit de preuves indéniables de l'acuité de la crise et de l'imminence de son éclatement, les causes d'une telle déficience sont tellement complexes qu'il serait extrêmement léger de conclure que le parti doit être artificiellement agrandi, quitte à lui faire englober d'autres partis ou fractions de

parti dont certains membres seraient liés aux masses. On ne doit pas partir de la préoccupation infantile du nombre pour juger de l'opportunité ou non d'accepter dans les rangs du parti les membres d'autres organisations ou au contraire d'amputer les partis pléthoriques d'une partie de leurs effectifs.

*

**

En Europe et hors d'Europe, la formation des partis communistes s'est faite à un rythme très accéléré (le parti bolchevique russe mis à part) parce que la guerre avait ouvert les portes à la crise de régime à un rythme très accéléré également. Les masses prolétariennes ne peuvent pas se former une conscience politique sûre de façon graduelle ; elles sont au contraire ballottées entre les exigences de l'action révolutionnaire comme par les vagues d'une mer démontée. Par ailleurs, l'influence des méthodes traditionnelles de la social-démocratie persiste et les partis social-démocrates eux-mêmes sont toujours là pour saboter toute clarification pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

Dans les moments où la crise atteint son maximum d'acuité et approche de son dénouement, c'est-à-dire où le problème du pouvoir se pose aux masses, le jeu des social-démocrates devient terriblement évident, car quand ils ne peuvent plus esquiver le dilemme : **dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise** ? ils choisissent d'être les complices de la bourgeoisie. Mais tant que tout en mûrissant, la situation n'en est pas encore arrivée là, une partie notable des masses reste soumise à la vieille influence des social-traitres. Que par la suite les chances de révolution diminuent, même seulement en apparence, ou que la bourgeoisie fasse preuve d'une capacité de résistance inattendue, il est inévitable que les partis communistes perdent momentanément du terrain dans le domaine de l'organisation comme dans celui de l'encadrement du prolétariat.

La situation actuelle est instable et c'est pourquoi, dans le cadre général du développement de l'Internationale révolutionnaire, nous pouvons fort bien assister à de pareilles fluctuations. Il est indiscutable que la tactique communiste doit chercher à limiter les effets de circonstances défavorables, mais il est non moins certain que celles-ci ne se laissent pas éliminer par des formules tactiques. Il serait absurde de croire le contraire, tout comme de se laisser aller à des conclusions exagérément pessimistes.

Dans l'hypothèse abstraite d'un développement continu des énergies révolutionnaires de la masse, les forces numériques et politiques du parti augmentent continuellement. Il s'accroît quantitativement tout en restant qualitativement égal à lui-même, le nombre des communistes ayant augmenté par rapport à celui des prolétaires. Dans la réalité, il en va autrement. Dans la réalité, les facteurs variés et changeants qui déterminent l'ambiance sociale se reflètent de façon très complexe dans les dispositions des masses. Or si le parti communiste est constitué par l'ensemble de ceux qui, mieux que le reste de la masse, connaissent et comprennent les caractères du développement historique, il n'en est pas moins un effet de ce développement. Il ne peut donc pas ne pas subir les fluctuations de l'am-

bianche sociale. Il a beau agir constamment comme un facteur d'accélération du cours révolutionnaire, aucune méthode, si raffinée soit-elle, ne le met en mesure de forcer ou de renverser les situations dans leur essence profonde.

Mais le pire de tous les remèdes que l'on pourrait proposer pour parer les effets de situations défavorables serait d'intenter périodiquement un procès aux principes théoriques et d'organisation sur lesquels le parti est fondé, sous le prétexte de renforcer son contact avec les masses. Dans les situations où les dispositions des masses perdent leur caractère révolutionnaire, ce que certains appellent "**porter le parti vers les masses**" équivaut bien souvent à le dénaturer et à le priver des qualités qui le rendent capable de faire reprendre à celles-ci leur mouvement en avant.

Les conclusions que la doctrine et l'expérience historique permettent de formuler à propos du processus révolutionnaire ne peuvent qu'être internationales et elles doivent donc donner lieu à des règles internationales. Dès lors que les partis communistes sont solidement fondés sur ces conclusions, leur physionomie politique est définie et on doit admettre que leur faculté d'attirer les masses et de leur donner toute leur puissance de classe ne dépend plus que de leur fidélité au programme et de leur stricte discipline intérieure.

Le parti communiste est doté d'une conscience théorique qui est confirmée par les expériences du mouvement international et qui le prépare aux exigences de la lutte révolutionnaire. Ainsi, même si les masses s'éloignent partiellement de lui dans certaines phases, il a la garantie qu'elles lui reviendront quand se poseront les problèmes qui n'admettent pas d'autre solution que la solution révolutionnaire inscrite dans son programme. C'est quand les exigences mêmes de l'action montreront la nécessité d'un appareil dirigeant, centralisé et discipliné, que le parti communiste sera porté à la tête des masses en mouvement, pour la bonne raison qu'il se sera précisément inspiré de ces principes en se constituant.

La conclusion à laquelle nous voulons arriver est que le contrôle *a posteriori* des forces numériques des partis communistes comparées à celles des autres partis se réclamant du prolétariat ne permet pas de juger de leur efficacité réelle. Le seul critère de cette efficacité, c'est la définition exacte des bases théoriques de son programme et la rigidité de la discipline de toutes ses organisations et de tous ses membres, puisque seule elle permet d'utiliser le travail de tous au mieux des intérêts de la cause prolétarienne. Toute forme d'intervention dans la composition des partis qui ne dériverait pas logiquement de ce principe priverait le parti de classe de sa principale force révolutionnaire. Car où réside cette force, sinon dans la continuité doctrinale et pratique de toute sa propagande et de toute son œuvre, dans le fait qu'il n'aura pas attendu la lutte finale entre les classes pour dire comment elle se présentera et enfin dans le fait qu'il se sera donné précisément le type d'organisation répondant aux exigences de la phase décisive de la lutte révolutionnaire ?

Pendant les années de guerre, cette continuité a été partout irrépara-

blement brisée, et il n'y avait plus qu'à repartir de zéro. Mais la naissance de l'Internationale communiste comme force historique a matérialisé les lignes sur lesquelles le mouvement prolétarien pouvait se réorganiser dans tous les pays, et elle l'a fait sur la base d'une expérience révolutionnaire décisive et parfaitement claire (1). Une première condition du succès du prolétariat révolutionnaire mondial est donc que l'Internationale parvienne à stabiliser partout son organisation afin de communiquer partout aux masses décision et confiance en elles-mêmes. Seule une organisation stable saura les gagner, car seule aussi elle saura les attendre tout le temps nécessaire pour que la crise du régime produise sur elles ses effets, et dans tous les pays où elles ont encore à faire l'expérience du défaitisme des directives social-démocrates. Il n'existe pas de recette pour échapper à ces nécessités.

Ces nécessités, le Second Congrès de l'Internationale les a bien comprises. A l'aube d'une époque nouvelle qui devait aboutir à la révolution il fallait définir les points de départ d'un travail international d'organisation et de préparation révolutionnaires. Il aurait peut-être été préférable qu'au lieu de traiter les arguments dans l'ordre où il les a traités dans les différentes thèses, toutes théorico-tactiques, le Congrès définisse les bases de la théorie et du programme communistes, puisque l'adhésion des partis à l'Internationale devrait dépendre en premier lieu de leur acceptation de cette théorie et de ce programme. Il aurait ainsi pu formuler les règles d'action fondamentales que tous les adhérents doivent observer strictement dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc. Mais tout cela se trouve dans l'ensemble des résolutions prises par le Second Congrès et est très bien résumé dans les thèses sur les conditions d'admission des partis.

L'essentiel est de considérer que l'application de ces conditions est le véritable acte constitutif de l'Internationale. C'est une opération à accomplir une fois pour toutes, afin de tirer toutes les forces organisables du chaos dans lequel le mouvement politique prolétarien était tombé et de les organiser dans la nouvelle Internationale.

On ne saurait trop se hâter d'organiser le mouvement sur la base de ces normes obligatoires à l'échelle internationale. En effet, comme nous le disions plus haut, sa tâche est de stimuler les énergies révolutionnaires ; son souci dominant doit donc être la continuité de sa pensée et de son action dans un but précis qui apparaîtra clairement un jour aux masses. C'est seulement à cette condition qu'elles s'orienteront vers le parti d'avant-garde et que la révolution aura les meilleures chances de victoire.

Si de cet effort d'organisation qui, pour être le premier, n'en est pas moins définitif, naissent dans certains pays des partis à effectifs apparemment réduits, on pourra étudier très utilement les causes de ce fait, mais il serait absurde de modifier ces normes ou d'en retarder l'application à

1) En premier lieu, celle de la révolution soviétique en Russie.

seule fin d'obtenir un meilleur rapport numérique entre le parti communiste et la masse ou les autres partis. En agissant ainsi, on annihilerait tout le travail accompli dans la première période d'organisation pour recommencer tout à zéro. Encore, rien ne dit qu'on ne recommencerait pas plusieurs fois l'œuvre de préparation, si bien qu'au lieu de gagner du temps par cette méthode, on ne pourrait qu'en perdre.

Rendre toujours révocables les "conditions" que l'Internationale pose aux partis et aux individus qui veulent y adhérer et prétendre "refondre" les partis comme on fait pour les statues manquées, ce serait priver ces conditions de toute autorité et de tout prestige. Ce serait ajourner indéfiniment la stabilisation des cadres de l'armée révolutionnaire dans laquelle des officiers toujours nouveaux pourraient aspirer à entrer "en conservant les avantages de leur grade".

Nous n'avons donc pas à être pour de "grands" ou "petits" partis. Nous n'avons pas à bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis sont fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des "partis de masse". Tout au contraire, les partis communistes doivent partout se constituer sur des bases organisationnelles, programmatiques et tactiques saines, c'est-à-dire sur les résultats des plus hautes expériences révolutionnaires de la lutte internationale.

Bien qu'il soit difficile de le montrer sans examiner et citer très longuement des faits empruntés à la vie du mouvement prolétarien, ces considérations ne découlent nullement du désir stérile d'avoir des partis purs, parfaits, orthodoxes, mais bien du souci de remplir nos tâches révolutionnaires de la façon la plus efficace et la plus sûre.

Le parti ne sera jamais aussi sûrement appuyé par les masses, les masses ne trouveront jamais dans le parti un plus sûr garant de leur conscience et de leur puissance de classe qu'après une longue lutte prouvant la continuité de son mouvement vers les buts révolutionnaires, même sans l'appui des masses ou pis, contre elles, dans les moments défavorables. Les masses ne seront jamais gagnées efficacement que contre leurs chefs opportunistes. Cela signifie qu'il faut les conquérir en ruinant les manœuvres des partis non communistes qui ont encore de l'influence sur elles en encadrant les éléments prolétariens de ceux-ci dans l'organisation solide et bien définie du parti communiste. Cette méthode est la seule qui puisse donner des résultats utiles et assurer pratiquement le succès. Elle correspond exactement à la position de Marx et d'Engels face au mouvement dissident des lassaliens.

C'est pourquoi l'Internationale communiste devrait avoir la plus grande méfiance à l'égard des éléments et des groupes qui ne s'approchent d'elle qu'avec des réserves théoriques et tactiques. Admettons que cette méfiance ne puisse être absolument uniforme, qu'on ne puisse pas faire abstraction de certaines conditions spéciales dans les pays où seules des forces limitées se placent nettement sur le terrain du communisme. Il n'en est pas moins vrai que pour juger de l'opportunité d'assouplir ou de restreindre les conditions d'admission d'éléments ou de groupes incom-

plètement gagnés aux thèses et aux méthodes de l'Internationale, on ne doit accorder aucune importance au fait que le parti communiste existant soit numériquement réduit ou non. De toutes façons, on n'acquerrait pas de forces nouvelles dans la personne de tels éléments ; au lieu de nous amener les masses, ils risqueraient de perturber le processus normal de conquête de celles-ci par le parti. Nous désirons que cette conquête soit la plus rapide possible, mais ce désir ne doit pas nous inciter à des actions inconsidérées qui retarderaient le succès définitif au lieu de le rapprocher.

La tactique de l'Internationale doit s'inspirer de critères fondamentaux qui ont fait leurs preuves et qu'il faut appliquer aux problèmes complexes qui se présentent dans la pratique. C'est l'intransigeance absolue à l'égard des autres partis, même proches, qui s'impose, si l'on considère l'avenir et si l'on passe par dessus le souci contingent d'accélérer le développement de certaines situations. C'est la discipline exigée des adhérents, non seulement dans le présent mais pour le passé, et la plus grande défiance à l'égard des conversions. C'est la décision de considérer les responsabilités passées des individus et des groupes, au lieu de leur reconnaître le droit de prendre à tout moment un "engagement" dans l'armée communiste ou de le résilier. Il peut bien sembler momentanément que tout cela risque d'enfermer le parti dans un cercle trop étroit, mais c'est une méthode tactique qui donnera des résultats très sûrs dans l'avenir et non pas un luxe théorique.

Mille exemples démontrent à quel point les révolutionnaires de la dernière heure sont déplacés et peu utiles dans nos rangs. Hier ils se laissaient dicter une orientation réformiste par les conditions spéciales de l'avant-guerre. Si aujourd'hui ils se décident au contraire à suivre les directives communistes, c'est sous l'influence de considérations souvent trop optimistes sur l'imminence de la révolution. Il suffira d'une nouvelle oscillation de la situation pour que ces éléments retombent dans leur opportunisme passé, altérant le contenu de notre organisation ; or, dans une guerre, qui peut dire combien d'avances et de reculs précéderont la victoire finale ?

Le mouvement communiste international a besoin non seulement de militants convaincus de la nécessité de la révolution et disposés à lutter pour elle au prix de n'importe quel sacrifice, mais de militants décidés à agir en révolutionnaires même quand la victoire semblera s'éloigner.

Au moment de la crise révolutionnaire aiguë, nous polariserons autour de nous les éléments encore hésitants aujourd'hui et nous aurons raison des partis social-démocrates de toutes nuances si nous opérons sur une base internationale saine.

Si les possibilités révolutionnaires sont plus lointaines, nous ne courons pas un seul instant le risque de nous laisser distraire de notre travail de préparation pour nous rabattre sur la solution de problèmes contingents, ce qui profiterait seulement à la bourgeoisie.

Un autre aspect du problème tactique qui se pose aux partis communistes est celui du moment où il faut lancer des mots d'ordre pour une

action secondaire ou pour l'action finale. C'est pourquoi on discute aujourd'hui passionnément sur la "tactique offensive" des partis communistes qui consiste à réaliser un certain encadrement et armement des adhérents au parti et des sympathisants les plus proches et à les lancer au moment opportun dans des actions offensives destinées à entraîner les masses dans un mouvement général, ou même seulement à infliger une riposte aux attaques réactionnaires de la bourgeoisie.

Sur cette question, on voit également s'opposer deux positions dont aucun communiste n'assumerait sans doute la paternité. Aucun communiste ne peut, en effet, nourrir de préjugés contre l'action armée, les représailles et même l'emploi de la terreur et nier que le parti communiste doive recourir à ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. Mais la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservées au "grand soir" de la lutte pour le pouvoir est tout aussi enfantine. Dans le processus révolutionnaire réel, des heurts sanglants entre prolétariat et bourgeoisie ne peuvent pas ne pas se produire avant la lutte finale, soit que le prolétariat fasse des tentatives d'insurrection non couronnées de succès, soit que des groupes prolétariens se heurtent dans des conflits partiels et momentanés aux forces de la police ou qu'ils se battent avec les gardes blancs qui les attaquent et les provoquent. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver leurs forces pour la lutte finale. Toute lutte nécessite en effet un entraînement et une période de préparation. C'est donc dans ces actions préliminaires que le parti acquiert et éprouve sa capacité d'encadrer révolutionnairement les masses.

Cela ne signifie pas que l'on puisse considérer purement et simplement l'action du parti de classe comme celle d'un état-major, c'est-à-dire penser que le mouvement des forces armées et leur emploi dépende uniquement de sa volonté et qu'il puisse déclencher l'attaque dès qu'il jugerait son organisation militaire assez développée pour vaincre les forces bourgeoises. Ce serait là une interprétation erronée des considérations ci-dessus et une perspective imaginaire de la tactique du parti.

L'action offensive du parti n'est concevable que dans une situation économique et sociale où les grandes masses se mettent en mouvement pour résoudre les problèmes dont leur sort dépend directement, créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne, en fixe clairement les buts généraux et l'organise dans une action rationnelle même du point de vue de la technique militaire. Il est certain que le parti peut prouver sa préparation révolutionnaire même lors de mouvements partiels des masses par des actions organisées. Par exemple, les représailles contre les bandes blanches terroristes sont un moyen tactique indispensable, celles-ci visant à donner au prolétariat le sentiment d'être irrémédiablement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire.

Mais croire qu'une excellente et large organisation militaire permettrait de déclencher une lutte générale révolutionnaire en partant d'une

situation de stagnation serait encore défendre une conception volontariste qui ne peut ni ne doit inspirer les méthodes de l'Internationale.

On ne crée ni les partis, ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions à la lumière de toutes les expériences révolutionnaires utiles qui ont été faites à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum de chances de victoire au prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissant inévitable de l'époque historique que nous vivons. Telle nous semble devoir être la conclusion.

Les critères fondamentaux selon lesquels l'Internationale doit diriger l'action des masses s'expriment dans les règles d'organisation et de tactique qu'elle fixe à tous ses partis-membres. Cette direction ne consiste pas à remanier directement ces partis avec l'illusion de pouvoir leur donner les dimensions et les caractéristiques garantissant le succès de la révolution. Elle doit s'inspirer de la dialectique marxiste et exiger des partis l'homogénéité politique et la clarté programmatique, d'une part, et de l'autre, la discipline qui assurera l'unité internationale de la tactique.

Il nous semble qu'il existe deux déviations "opportunistes" de la voie juste. La première consiste à déduire la nature et les caractères du parti de l'existence ou inexistence, dans une situation donnée, de possibilités de regrouper des forces nombreuses — ce qui revient à se laisser dicter les règles d'organisation du parti par les situations, pour lui donner de l'extérieur une constitution différente de celle à laquelle celles-ci l'ont conduit. La seconde consiste à croire qu'à condition d'être numériquement fort et d'avoir une préparation militaire, un parti puisse déterminer les situations révolutionnaires en donnant l'ordre d'attaquer — ce qui revient à prétendre que la volonté du parti crée les situations historiques.

Peu importe laquelle des deux déviations doit être considérée comme de "droite" ou de "gauche", puisqu'elles s'éloignent certainement toutes deux de la voie marxiste. Dans le premier cas, on renonce à l'influence que peut et doit exercer une saine organisation du mouvement communiste international, autrement dit à ce que notre volonté de parti peut et doit exercer d'influence sur le développement du processus révolutionnaire et qui dérive d'une conscience et d'une expérience historique données. Dans le second, on attribue à la volonté des minorités une influence excessive et irréaliste, ce qui ne peut conduire qu'à des défaites désastreuses.

Les révolutionnaires communistes sont ceux que les expériences de la lutte ont collectivement armés contre les dangers de dégénérescence politique, qui croient fermement dans la révolution, qui la veulent, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traite dont ils attendraient le paiement, et qui ne tomberont pas dans le désespoir et le découragement si la victoire doit tarder.

Le mouvement social en Chine (III)

Dans l'article précédent (P.C. n° 28), nous avons étudié la question agraire et la tactique du P.C.C. jusqu'en 1949. Les réformes promulguées depuis l'avènement de la République "populaire" seront analysées ultérieurement. Rappelons cependant les conclusions auxquelles nous sommes arrivés :

— Une "révolution agraire" ne peut être par elle-même qu'une révolution bourgeoise dont le résultat sera de libérer les forces productives des entraves d'une économie naturelle et de développer à l'échelle nationale l'échange des marchandises et l'accumulation du capital ;

— au lieu de critiquer les illusions petites bourgeoises sur le caractère "anticapitaliste" de cette révolution, le parti de Mao les a reprises à son propre compte et, s'inspirant du stalinisme russe, les a développées en théorie de la "construction socialiste" en Chine.

— Loin de mener une révolution agraire "radicale", le P.C.C. a toujours opté pour la voie réformiste (baisse du loyer des terres ou partage) et non pour la voie révolutionnaire : la nationalisation et les soviets de paysans ;

— ainsi, le P.C.C. a renouvelé les erreurs, les hésitations et les compromis des partis petits bourgeois qui se sont inspirés en Russie du "populisme" et en Chine du sunyatserisme ; mais alors que sur la lancée de la révolution d'octobre les bolchéviks les ont démasqués et battus, leur victoire en Chine est à la mesure de la contre-révolution mondiale.

L'objet de cet article est précisément de montrer comment, **malgré les prétentions "anti-impérialistes" de Pékin**, les faux communistes chinois ont fait entrer la poussée révolutionnaire des masses dans la **stratégie nationale et internationale de la bourgeoisie**. Que représentent "l'extrémisme" chinois, la revendication d'un strapontin à l'O.N.U. et quelques bulletins de victoires dans la construction économique, à côté des catastrophiques "chocs en retour", des secousses révolutionnaires, que Marx et Lénine attendaient pour l'Europe et l'Amérique de l'irruption d'une Chine moderne, sortant de son isolement et de son arriération séculaires ? Il faut bien l'avouer, le mouvement des paysans chinois n'a pas été comparable pour le capitalisme mondial à cette menace de mort que lui lança la révolution d'octobre. N'en déplaise à tous les démocrates, ce ne sont pas des considérations de masse ni d'étendue territoriale qui ont joué, mais des questions de doctrine et de programme révolutionnaire !

LA QUESTION NATIONALE

Le lecteur trouvera dans "Les leçons de la polémique russo-chinoise" la critique des positions prises par Pékin sur la question nationale et coloniale depuis la fondation de la "démocratie populaire". Nous envisagerons moins ici l'idéologie officielle de l'Etat chinois que la praxis historique et sociale, la tactique du P.C.C. dans la période révolutionnaire qui s'est ouverte pour tout l'Orient avec la révolution de 1905 en Russie.

MARXISME ET ETAT NATIONAL

Résumant dans sa brochure "Sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", l'attitude de Marx à l'égard des mouvements nationaux d'Europe occidentale au siècle dernier, Lénine souligne en ces termes le caractère circonstanciel de la question nationale et la manière dialectique de l'aborder pour les marxistes :

« La classe ouvrière est la moins susceptible de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément toutes les nations à une vie indépendante. Mais une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de progressif, c'est en fait céder aux préjugés nationalistes : c'est reconnaître "sa" nation comme la "nation modèle" ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un Etat ».

Il n'est pas de marxiste pour qui ce passage ne puisse évoquer la double lutte menée par les fondateurs du socialisme scientifique, d'une part, contre les libéraux bourgeois de type mazzinien qui se faisaient un fétiche de l'indépendance nationale et de l'Etat bourgeois ; d'autre part, contre les militants ouvriers (chartistes anglais et proudhoniens français) qui refusaient leur appui aux mouvements nationaux révolutionnaires d'Irlande et de Pologne. Dès cette époque, se sont cristallisées sous ces deux formes élémentaires toutes les nuances de l'opportunistisme dans la question nationale et coloniale. Là non plus le stalinisme n'a pas innové.

Jamais l'anti-impérialisme stalinien n'a dépassé la revendication "légitime" des principes abstraits de "liberté, égalité, fraternité" pour tous les "peuples". Jamais il n'a vu dans les mouvements nationaux d'Orient autre chose que le drapeau d'un bloc de classes qu'il s'agissait de planter sur l'édifice d'un Etat bourgeois indépendant. En même temps, ces phrases ronflantes se sont traduites dans la pratique par la trahison la plus honteuse des révolutions anticoloniales qui ont demandé un bon demi-siècle de guerres civiles et de révoltes manquées avant d'arriver à terme.

Comme le prévoyaient Marx et Lénine, le prolétariat des métropoles, battu dans son assaut au pouvoir bourgeois, a finalement cédé aux préjugés nationalistes, avec toute l'Internationale moscovite. Cette trahison a trouvé sa forme classique dans l'attitude du P. C. F. devant la révolution algérienne et dans celle du Kremlin à l'égard de la révolution chinoise. Staline en 1927, comme Thorez en 1936, n'a-t-il pas présenté aux peuples opprimés sa propre nation comme la "nation modèle" se réservant le droit exclusif d'édifier par priorité son... socialisme ?

Mais le marxisme ne se contente pas de dénoncer cette duplicité de la bourgeoisie et de ses laquais. Il ne s'arrête pas à cette contradiction criante entre les principes qu'ils proclament et leur comportement effectif. Car son but n'est pas de réaliser leur rêve petit-bourgeois : une mosaïque universelle d'États "vraiment indépendants" et représentés à la proportionnelle au superparlement de l'O.N.U. Le marxisme place comme clef de voûte de tout le développement historique **l'établissement d'une société dans laquelle auront disparu les classes et avec elles les différences entre États et les nations elles-mêmes.** Il pose donc la question nationale en partant de tout autres prémisses.

« Dans le monde entier, dit encore Lénine, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. La base économique de ces mouvements, c'est que pour une victoire complète de la production marchande, il fallait que la bourgeoisie fasse la conquête du marché intérieur, que s'unissent en État les territoires dont la population parle la même langue, et que soit écarté tout obstacle au développement de cette langue (...) La formation d'États nationaux qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et pour toute l'Europe occidentale — bien mieux, pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national ».

Il est difficile d'être plus clair. L'État n'est pas éternel ; les langues ne sont pas immuables, comme le prétendait la linguistique stalinienne. Mais il y a plus : la revendication de l'État national, d'une langue, d'une culture nationales sont "typiques" pour le capitalisme. Tel est donc le contenu réel de la "question nationale", le secret de ce fétiche qui n'a d'égal, pour le nombre de ses adorateurs, que le fétiche de l'argent : la destruction de l'économie naturelle, le développement de l'échange de marchandises et l'accumulation du capital ne sont possibles que sur la base d'un État national centralisé avec son appareil administratif et policier, sa concentration économique et sa culture nationale. Et nous voici ramené du ciel des principes abstraits sur le terrain des intérêts matériels d'une révolution bourgeoise.

« Nous ignorons, dit encore Lénine, si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à se constituer en un système d'États nationaux indépendants à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité là aussi des mouve-

ments nationaux ; que ces mouvements nationaux tendent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement ».

Nous avons donc déjà établi plusieurs points :

1) la revendication de l'Etat national est "typique et normale" pour le capitalisme, car cette forme étatique lui assure les "meilleures conditions de développement" ;

2) le prolétariat ne peut se faire un fétiche de l'Etat national au moins pour deux raisons :

— il a pour tâche historique de le détruire ;

— "le développement du capitalisme n'éveille pas forcément toutes les nations à une vie indépendante".

C'est ainsi que Lénine posait en 1914 la question de savoir si l'Asie se constituera en Etats nationaux "avant la faillite du capitalisme". Nous verrons dans cette perspective comment l'Internationale Communiste envisageait, à travers la révolution prolétarienne mondiale, la possibilité de réduire considérablement pour tout l'Orient la phase douloureuse de l'accumulation capitaliste et de la constitution d'Etats nationaux bourgeois.

DEUX EPOQUES DU CAPITALISME

Il nous reste un point à préciser : dans quelles limites historiques et selon quels critères, la "question nationale" peut-elle se poser au prolétariat comme la question de sa participation et de son soutien à un mouvement national de masse ?

Citons encore Lénine, dans ses "Notes critiques sur la question nationale" de 1913 :

« Le capitalisme en développement connaît deux tendances historiques dans la question nationale. La première : le réveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde : le développement et la fréquence de toutes relations entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital et, en général, d'une vie économique, d'une politique, d'une science internationales.

Ces deux tendances sont une loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement ; la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui marche vers sa transformation en une société socialiste ».

La tendance naturelle du capitalisme, montre Lénine, est de détruire les entités nationales aussi bien que les rapports de propriété qu'il a créés. Contre les régimes pré-bourgeois, il revendique l'égalité entre les nations et le droit "égal" à la propriété privée. Mais le mouvement même de la concentration capitaliste élimine les petits propriétaires et constitue à

l'échelle internationale des ententes économiques et des trusts qui dictent leur loi aux États les plus puissants.

Ainsi, dans la première phase du développement capitaliste, les marxistes lutteront pour l'indépendance d'une nation opprimée, pour son unification politique sur une base démocratique, car ces conditions sont celles d'un essor rapide du capitalisme transformant les vieilles structures économique-sociales dans un sens bourgeois et donnant sa forme la plus pure à l'opposition du travail salarié et du capital. Mais dans la deuxième phase, celle du capitalisme déjà mûr, où la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir d'État, où les réformes démocratiques ont donné tout ce qu'elles pouvaient donner, développant considérablement les antagonismes de classes, tout appel à "l'unité nationale", tout "programme national" d'un parti ouvrier ne représentent plus que la trahison des intérêts de classe du prolétariat et la défense de la patrie bourgeoise.

Après une longue dégénérescence la II^e Internationale en est arrivé à cette trahison suprême. Et l'Internationale de Moscou n'a pas connu d'autre fin. Ce fut en vain que Lénine rappela en 1914 les limites historiques et géographiques des mouvements nationaux révolutionnaires : la contre-révolution, comme la révolution, est devenue mondiale. Quels étaient ces critères ?

« Dans l'Europe occidentale, continentale, dit Lénine, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis qui va à peu près de 1789 à 1871. C'est cette époque qui fut celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette période, l'Europe occidentale s'était transformée en un système constitué d'États bourgeois, d'États nationaux homogènes en règle générale. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre disposition dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne pas savoir l'abc du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre "Orient". Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'États nationaux, homogènes et indépendants ».

Nous pouvons dire aujourd'hui qu'avec la fin de la seconde guerre mondiale, la période des révolutions démocratiques bourgeoises s'est close également pour l'Afrique et pour l'Asie. Partout les mouvements nationaux révolutionnaires ont abouti à la constitution d'États bourgeois plus ou moins "indépendants", plus ou moins "populaires". Cela signifie que dans ces pays, comme dans les vieilles métropoles, le prolétariat n'a plus à répondre aux appels l'invitant à parfaire l'indépendance politique ou économique de sa bourgeoisie, à parachever la révolution démocratique. Il ne lui reste plus qu'à s'organiser en classe et à lutter contre sa bour-

geoisie. Devant cette situation, le "socialisme" chinois n'apparaît nullement comme le champion des mouvements nationaux révolutionnaires qui sont en réalité arrivés à leur terme bourgeois. Ses mots d'ordre sont ceux de la collaboration de classe en Orient où s'affirme la domination du Capital.

Ainsi, le "développement" historique dont les progressistes bourgeois attendent tout a créé (avec quelles difficultés et quelles souffrances !) les **conditions matérielles** pour que le prolétariat des pays arriérés entre à son tour en lutte contre sa bourgeoisie. C'est le moment que choisit Pékin pour annoncer au monde la bonne parole de la "construction du socialisme" en Chine. Sans même considérer le contenu objectif de ce mot d'ordre, nous pouvons affirmer que Lénine et l'Internationale Communiste envisageaient une autre issue aux mouvements nationaux révolutionnaires d'Orient et avaient préparé et créé les **conditions subjectives** d'un bond par dessus l'évolution bourgeoise et la phase de la constitution d'États nationaux en Asie.

LA "REPETITION GENERALE" : RUSSIE (1905), CHINE (1911)

Toute la Deuxième Internationale a vécu dans l'idée que la démocratie bourgeoise, son élargissement et ses "progrès" représentaient la condition à la fois nécessaire et suffisante du "passage" au socialisme. Elle n'a pas reçu de meilleur démenti que dans la victoire de la dictature prolétarienne en Russie, pays ne connaissant ni les "avantages" d'un régime parlementaire, ni un puissant "développement" capitaliste. La position officielle des socialistes de la Deuxième Internationale et des menchéviks russes fut toujours de nier la possibilité d'une conquête du pouvoir en Russie et d'affirmer la nécessité d'une période constitutionnelle bourgeoise. Cette position a été constamment celle du parti de Mao dans la révolution chinoise. "C'est seulement par la démocratie qu'on peut arriver au socialisme", déclarait Mao Tsé-toung dans son rapport "Sur le gouvernement de coalition" présenté au VII^e Congrès du P.C.C. en 1945. Ce seul point marque la rupture complète de tout l'Orient avec la tradition du bolchévisme et les perspectives de l'Internationale Communiste.

Nous ne reviendrons pas ici aux "Thèses sur la question nationale et coloniale" où Lénine étendit à tout l'Orient l'enseignement des trois révolutions russes. Le lecteur en trouvera d'abondants extraits dans l'article "Révolution et contre-révolution en Chine" (P. C. numéros 20 et 21). Rappelons seulement deux des trois points qui constituaient selon Lénine la clef de voûte de ces thèses : 1) la notion claire des circonstances historiques et économiques ; 2) la dissociation des intérêts des classes opprimées et des intérêts "nationaux" des classes dominantes. C'est par cette méthode que le bolchévisme s'est frayé le chemin du pouvoir. Appliquée à la Chine, aurait-elle donné des résultats différents ? aurait-elle infirmé les prévisions des marxistes ? Nous le nions.

Par l'exigence d'une claire notion des circonstances historiques et économiques, Lénine entendait s'opposer à la revendication formelle des

principes abstraits de la démocratie bourgeoise et déterminer de la façon la plus rigoureuse le rôle des classes sociales dans les révolutions d'Orient. En Russie, avait-il souligné, la bourgeoisie est une classe mort-née et l'on ne peut attendre qu'elle vienne d'elle-même à bout de ses tâches politiques et sociales. L'expérience de la réforme de 1861, des révolutions de 1905 et de février 1917 ont suffisamment montré son impuissance et son empressement à se jeter dans les bras du tsarisme au premier danger. "La révolution bourgeoise, disait Lénine, est impossible comme révolution de la bourgeoisie". On sait que Staline ne fut pas de ce point de vue entre février et avril 1917, lorsqu'il milita pour la convocation de l'Assemblée constituante et la liquidation des Soviets. On sait surtout que de 1924 à 1927, il mit à la base de la tactique du P.C. chinois cette idée que la bourgeoisie anticoloniale pourrait être plus révolutionnaire que la bourgeoisie antitsariste russe, et que les enseignements de la révolution russe ne pouvaient être appliqués à la Chine. Non seulement le cours de la révolution chinoise, mais même les prévisions de Lénine vont à l'encontre de cette "théorie" dont nous avons relevé par ailleurs les traits typiquement menchéviques (cf. P. C. n° 27).

Parce qu'elle hésitait à armer la paysannerie pour réaliser l'unité nationale et rompre de façon radicale avec l'impérialisme étranger, la bourgeoisie chinoise a dû laisser la place et le pouvoir à son exécutif testamentaire, le parti de Mao. Mais sa faiblesse congénitale et ses contradictions apparurent dès 1911, lors de la première révolution chinoise. Le mouvement qui avait renversé la dynastie mandchoue venait à peine de donner le pouvoir à Sun Yat-sen, que celui-ci l'abandonna en faveur d'un militariste douteux, Yuan Ché-kaï, qu'il jugeait mieux à même « d'unifier le pays et de garantir la stabilité de la République par la confiance dont il jouissait auprès des puissances étrangères ». Dans une lettre à Tchitchérine (28 août 1921) Sun Yat-sen avouera : « Ma retraite fut une grosse faute politique dont les conséquences furent comparables à un remplacement de Lénine par Koltchak, Youdénitch ou Wrangel ».

Dans un article peu connu de 1912, Lénine analysait en ces termes les circonstances politiques et sociales de la première révolution chinoise :

« Déjà, le droit de suffrage (ni universel, ni direct) indique l'alliance de la paysannerie aisée avec la bourgeoisie, en l'absence ou dans l'impuissance complète du prolétariat.

Cette même circonstance se révèle dans le caractère des partis politiques de Chine. Il y a trois partis principaux :

1° Le parti "radical-socialiste" dans lequel il y a absolument aucun socialisme, comme chez nos "socialistes populaires" et les 9/10° des "socialistes-révolutionnaires". C'est le parti de la démocratie petite bourgeoise. Ses revendications principales sont l'unification politique de la Chine, le développement du commerce et de l'industrie "dans un sens social" (phrase aussi nébuleuse que "le principe du travail" et "l'égalitarisme" de nos populistes et s.-r.), le maintien de la paix.

2° Les libéraux. Ils sont alliés avec le parti "radical-socialiste" et constituent ensemble le "parti national". Selon toute vraisemblance, ce parti aura la majorité au premier parlement chinois. Son chef est le Docteur Sun Yat-sen. Il s'occupe actuellement d'élaborer le plan d'un réseau ferré (à l'intention des populistes russes : Sun Yat-sen fait cela dans l'idée que la Chine "évitera" le capitalisme !)

3° Le troisième parti s'appelle "Union des républicains" : exemple du caractère trompeur des enseignes politiques ! En réalité, c'est un parti conservateur s'appuyant surtout sur les fonctionnaires, les propriétaires fonciers et les bourgeois du Nord de la Chine, plus arriéré, alors que le parti "national" est surtout le parti du Sud, plus industriel, plus avancé, plus développé.

Le soutien principal du "parti national" est la masse paysanne. Ses chefs sont des intellectuels formés à l'étranger.

La liberté de la Chine a été conquise par l'alliance de la démocratie paysanne et de la bourgeoisie libérale. Les paysans réussiront-ils, sans la direction du parti du prolétariat, à conserver leur position démocratique contre les libéraux qui n'attendent que le moment opportun pour se jeter à droite ? C'est ce que montrera un proche avenir ». ("La Chine rénovée", Pravda, 7 novembre 1912).

Les preuves de lâcheté de la bourgeoisie chinoise ne se firent pas attendre : Yan Ché-kaï livra rapidement le pays à la réaction ; et Lénine pouvait déclarer quelques mois plus tard :

« Les révolutions de l'Asie ont montré la même absence de caractère, et la même bassesse du libéralisme, la même importance exclusive d'une indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre le prolétariat et toute la bourgeoisie » ("Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx", 1913).

LA GUERRE IMPERIALISTE :

PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN ASIE

Il fallut la première guerre mondiale pour mettre fin à la bonne entente entre la bourgeoisie russe et le tsarisme et pour libérer le mouvement social en Russie. Ses conséquences, plus tardives, devaient être aussi importantes pour l'Orient, objet de toutes les convoitises impérialistes. L'après-guerre plaça en effet le prolétariat chinois au premier plan de la scène politique et justifia les perspectives de l'Internationale Communiste : lutte directe pour le pouvoir des soviets dans toute l'Asie.

La rupture prolongée des relations économiques avec les métropoles en guerre entraîna un développement notable du capitalisme indigène qui voyait d'un mauvais œil la restauration des anciens monopoles commerciaux. D'autre part, l'apparition de nouveaux concurrents aggrava les conflits impérialistes en Orient. Contre leurs rivaux européens, les U.S.A., suivis par le Japon, lancèrent la politique dite de "porte ouverte"

dont Wilson avait défini les principes : "liberté des mers". "société des nations", "internationalisation des colonies".

Cette situation accentua les contradictions de la bourgeoisie chinoise. Elle avait participé à la guerre impérialiste dans l'espoir de récupérer après la "victoire" les possessions de l'Allemagne en Chine. Le traité de Versailles les transféra purement et simplement au Japon. Le mécontentement et la déception qui s'ensuivirent provoquèrent le mouvement du 4 mai 1919. Il n'était plus possible désormais de s'en tenir à la politique consistant à s'appuyer sur un impérialisme pour grignoter l'autre. La Conférence de Washington fit triompher la politique de "porte ouverte" ; mais ses perspectives entraînaient toujours plus en contradiction avec le rêve de Sun Yat-sen : créer un consortium de grandes puissances pour le développement économique de la Chine.

La position du gouvernement nationaliste de Canton n'était pas plus brillante. Aucune mesure n'avait été prise en faveur des ouvriers et des paysans qui désertaient l'armée. La campagne contre les militaristes du Nord et pour l'unification de la Chine était compromise. Le pouvoir de Sun Yat-sen fut lui-même plusieurs fois menacé. Il fallut l'arrivée de Borodine et de la réorganisation du Kuomintang avec l'aide des Communistes pour redresser la situation. Borodine rédigea le manifeste du Kuomintang réuni de façon à en faire un parti "populaire" et les prolétaires chinois sacrifièrent à ces belles phrases leur indépendance de classe. Il était difficile de prendre plus ouvertement le contre-pied des thèses du IV^e Congrès de Moscou sur la question d'Orient qui déclaraient :

« Le jeune mouvement ouvrier oriental est un produit du développement du capitalisme indigène de ces derniers temps... Bien souvent, comme l'a indiqué le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, les représentants du nationalisme bourgeois, exploitant l'autorité politique et morale de la Russie des Soviets et s'adaptant à l'instinct de classe des ouvriers, drapent leurs aspirations démocratiques bourgeoises dans du "socialisme" et du "communisme" pour détourner ainsi, parfois sans s'en rendre compte, les premiers organes embryonnaires du prolétariat de leurs devoirs d'organisation de classe. Tels sont le parti Behill Ardou en Turquie, qui a repeint le panturquisme en rouge, et le "socialisme d'Etat" préconisé par certains représentants du parti Kuomintang ».

Loin d'interpréter cette politique de la bourgeoisie chinoise comme une faillite de sa direction de classe du mouvement national, Moscou voulut y voir le signe particulier de sa "nature" révolutionnaire. Ceci était en contradiction non seulement avec les prévisions de l'Internationale, mais encore avec la masse des faits accumulés depuis ses premiers congrès.

« Nous devons mettre fin, disait Lénine dans ses thèses de 1920, aux illusions nationales de la petite bourgeoisie et à sa croyance à la possibilité d'une coexistence pacifique et d'une égalité entre les nations en régime capitaliste ».

C'est ce qu'avaient prouvé à toute l'Asie le traité de Versailles et la conférence de Washington.

« Sans victoire sur le capitalisme, ni l'oppression des patrons, ni les oppressions nationales, ni l'inégalité sociale ne peuvent être abolies ».

C'est ce qu'avait prouvé aux ouvriers et aux paysans le gouvernement du Kuomintang à Canton.

Enfin, en opposition au plan économique de Sun Yat-sen et à son caractère utopique sous le régime capitaliste, Lénine avait répondu par avance que seule une fédération des républiques soviétiques pourrait **« réaliser un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays ».**

Ainsi, ce n'est pas en 1964 que toutes les "solutions" de rechange de la bourgeoisie "nationale" et de l'impérialisme mondial ont été condamnées, mais dès 1924, aux tout premiers débuts de la révolution chinoise. La guerre impérialiste avait montré que **l'ensemble de l'économie mondiale était mûr pour la réorganisation socialiste.** La victoire du prolétariat en Russie avait placé **tous les pays devant l'alternative : révolution communiste ou contre-révolution bourgeoise.**

« A partir du moment, disait Zinoviev au Congrès de Bakou, où un pays (fût-il seul) s'est arraché aux chaînes du capitalisme, comme l'a fait la Russie, à partir du moment où les ouvriers ont mis à l'ordre du jour la question de la révolution prolétarienne, nous pouvons dire que la Chine, l'Inde, la Turquie, la Perse, l'Arménie peuvent et doivent engager directement la lutte pour le régime des Soviets ».

Tel fut le sens de tous les textes de l'Internationale Communiste sur la question coloniale : « Manifeste » du Premier Congrès (1919) ; « Thèses » de Lénine au II^e Congrès (1920) avec les additifs de Roy consacrés plus spécialement à la Chine et à l'Inde ; thèses du Congrès de Bakou (septembre 1920), les unes sur la « Question agraire » (Radek), les autres sur le « Le pouvoir des Soviets en Orient » (Béla Kun) ; thèses, enfin, du IV^e Congrès de Moscou sur « La question d'Orient », présentées par Safarov.

Nous devons donc compléter comme suit le tableau des différentes périodes révolutionnaires :

— 1789-1871, révolutions bourgeoises en Europe occidentale (ainsi qu'en Amérique du Nord et au Japon) ;

— 1905-1950 (environ), mouvements nationaux révolutionnaires dans toute l'aire afro-asiatique et en Europe orientale avec **une seule victoire prolétarienne** : en Russie ;

— 1917-1927, stratégie unitaire de la "révolution permanente" dans les pays capitalistes avancés comme dans les colonies : défaites successives en Europe et en Chine servant de cadre à la contre-révolution stalinienne en Russie.

LA THEORIE DES "ETAPES" DE LA REVOLUTION ANTICOLONIALE

En entrant dans le Kuomintang sur les injonctions de Moscou, les Communistes chinois ne commettaient pas seulement une faute tactique que les bolchéviks n'avaient jamais faite s'étant au contraire différenciés par tous les moyens des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Ils ne commettaient pas non plus qu'une simple erreur d'appréciation sur la vitesse avec laquelle se déroulerait la révolution chinoise. Ils réalisaient surtout un compromis de principe et tournaient le dos aux perspectives de lutte pour lesquelles l'Internationale avait été créée **en se soumettant à la stratégie nationale de la bourgeoisie chinoise**. C'est ce qui donna aux discussions sur la révolution chinoise et à la défaite devant les troupes de Tchang Kaï-chek une si grande importance pour le triomphe de la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays".

Dans les conférences qu'il prononça à Canton entre janvier et août 1924 sur les "trois principes du peuple", Sun Yat-sen élaborait le premier une théorie des stades que devrait franchir la révolution chinoise avant d'arriver à son propre terme bourgeois.

Le principe du **nationalisme** demanderait pour sa réalisation toute une **période d'actions purement militaires** ayant essentiellement pour but de battre les "seigneurs de la guerre" et de chasser du pays les impérialistes étrangers.

Cet objectif atteint, on pourrait passer à une **seconde période**, "éducative", qui devait réaliser à travers l'instauration d'un régime parlementaire le principe de la **démocratie**.

Dernière période, enfin, celle du "socialisme" que Sun Yat-sen appelait, dans sa version primitive de 1907, le "**bien-être du peuple**". Il s'agissait là de mettre en pratique le "démisme économique" en organisant une juste répartition des richesses.

Le P.C.C. adhéra à cette théorie typique du libéralisme bourgeois. Il ne se demanda même pas si l'on pourrait chasser les impérialistes sans soulever la paysannerie, ni si la paysannerie tiendrait ses promesses révolutionnaires sans la direction politique du prolétariat. L'exercice de "style" du stalinisme dans la question chinoise fut de déterminer à quel "stade" l'on se trouvait. Lorsque la contre-révolution bourgeoise commença à sévir, Staline la "justifia" au nom de la "première étape". Lorsque l'aggravation des luttes de classes, la pression des Communistes chinois et les critiques de Trotsky posèrent à l'Internationale la question urgente de sortir du Kuomintang et de créer des Soviets, Staline prit alors entièrement à son compte la théorie des "étapes" de Sun Yat-sen et lui donna la forme achevée et "classique" qui s'imposera par la suite aux Communistes de tous les pays coloniaux.

Ses thèses sur "Les problèmes de la révolution chinoise" publiées par la "Pravda" du 21 avril 1927 méritent bien quelques citations :

« Pendant la première période de la révolution chinoise, celle de la Campagne du Nord, où l'armée nationale s'approchant du Yang-Tsé remportait victoire sur victoire et où le mouvement des ouvriers et des paysans ne s'était pas encore développé, la bourgeoisie nationale (sauf les compradores) marchait avec la révolution. C'était la révolution du front nationale unifié...

Le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek signifie que la révolution est entrée dans sa deuxième étape, qu'a commencé le tournant de la révolution du front national unifié à la révolution des masses d'ouvriers et de paysans, à la révolution agraire... »

Les "thèses" de Staline ne comprenaient pas de troisième "étape", mais quelques mois plus tard, au Plénum de juillet-août 1927 du C.C. du P.C.R., il nommera cette dernière étape « qui n'existe pas encore, mais qui viendra » : la révolution soviétique. Dans le discours prononcé à ce même plénum, Staline s'efforce de justifier sa théorie en falsifiant toute l'expérience de la révolution russe :

« Lénine, déclare-t-il, reconnaissait deux étapes dans notre révolution : la première était la révolution démocratique bourgeoise avec le mouvement agraire comme axe principal ; la seconde fut la révolution d'Octobre avec, comme axe principal, la prise du pouvoir par le prolétariat ».

On ne pouvait mieux déformer le sens des "Thèses" d'avril 1917 que ne l'a fait Staline dans ses thèses d'avril 1927. Si Lénine a pu parler de deux étapes de la révolution russe, ce ne fut pas pour s'opposer au pouvoir des Soviets, mais pour en lancer le mot d'ordre ; ce ne fut pas pour attendre le "terme" constitutionnel de "l'étape" bourgeoise, mais pour l'éviter ; ce fut pour faire comprendre aux têtes de bois, dont Staline était, qu'il fallait mettre fin aux dernières illusions menchévistes des derniers "vieux bolchéviks". En réalité, pour Lénine, la révolution de 1905 avait si peu de rapport avec une "étape démocratique bourgeoise" qu'il la désignait souvent comme une "répétition générale" de la révolution de 1917. Pourquoi "répétition générale" ? Parce que le 1905 russe contenait en germe tous les caractères politiques et sociaux des révolutions de 1917 et de toute l'Asie ; parce qu'il en incluait dialectiquement toutes les phases et si l'on veut, toutes les "étapes", ayant suffisamment prouvé la nécessité du pouvoir des Soviets et de la dictature prolétarienne.

La révolution chinoise n'a pas démenti cet enseignement. Elle en a donné la preuve par l'absurde. Un an après le premier coup de force de Tchang Kaï-chek, Staline s'opposait obstinément à sortir du Kuomintang et à lancer le mot d'ordre des Soviets. Voici comment il apprécie dans ses "thèses" les événements les plus significatifs de la révolution et de la contre-révolution en Chine :

« La tentative de Tchang Kaï-chek, en mars 1926, de chasser les Communistes du Kuomintang fut la première tentative sérieuse de la bourgeoisie nationale pour museler la révolution. On sait que le C.C. du P.C. (b) considérait déjà à l'époque qu'il est nécessaire de "mener

une ligne de maintien du P.C. dans le Kuomintang" et "d'éloigner ou d'exclure la droite du Kuomintang" (avril 1926)...

« Le coup d'Etat de Tchang Kai-chek (il s'agit du massacre des Communistes de Changhaï et Nankin et de la constitution dans cette ville d'un gouvernement de la seule "droite" du Kuomintang. N.d.l.R.) signifie que dans la Chine du Sud il y aura désormais deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres : le centre de la révolution à Ouhan et le centre de la contre-révolution à Nankin... Il s'ensuit que la politique de maintien de l'unité du Kuomintang, d'isolement de la droite à l'intérieur du Kuomintang et de son utilisation (sic !) ne correspond plus aux tâches de la révolution. Cette politique doit être remplacée par une politique d'exclusion de la droite, de lutte contre la droite jusqu'à sa complète liquidation politique, et de concentration de tout le pouvoir entre les mains du Kuomintang comme bloc de la gauche et des Communistes ».

Quelques mois plus tard, le gouvernement de "gauche" chassera à son tour les Communistes et les ouvriers de Canton essaieront d'imposer leur dictature contre toutes les tendances du Kuomintang. Leur juste mot d'ordre et leur inévitable défaite résumant tous les enseignements de la révolution chinoise : l'enjeu et le terme de la révolution n'étaient pas la victoire ou la défaite du "bloc des quatre classes", mais la victoire ou la défaite de la bourgeoisie nationale ou du prolétariat. L'historiographie stalinienne présente le mouvement révolutionnaire de 1924-1927 comme une simple "étape" de la révolution bourgeoise en Chine. Ainsi, dans une "Conversation avec les étudiants de l'Université Sun Yat-sen" en mai 1927, Staline disait :

« Certes, le coup d'Etat de Tchang Kai-chek ne pouvait pas se passer d'une défaite partielle des ouvriers dans une série de régions. Mais ce n'est qu'une défaite partielle et provisoire. En effet, avec le coup de Tchang Kai-chek, la révolution dans son ensemble est entrée dans une phase supérieure de son développement, la phase du mouvement agraire ».

Comment peut-il y avoir "défaite partielle" quand il y a lutte armée pour la conquête du pouvoir ? Moscou s'est refusé à préparer cette lutte, mais elle s'est tout de même produite et elle s'est achevée par l'écrasement du prolétariat chinois. Que cette défaite fut nécessaire pour que la révolution nationale "dans son ensemble" entre dans sa "phase agraire", nous l'admettons volontiers. Mais alors il faut dire avec Trotsky qu'en Chine la révolution bourgeoise n'a été possible que comme contre-révolution bourgeoise ; et que s'est close, dès 1927, la période où les révolutions bourgeoises de l'Orient pourraient marcher sur les traces prolétariennes et internationalistes de l'Octobre russe.

L'HERITAGE DE SUN YAT-SEN : LA "DEMOCRATIE NOUVELLE"

Les leçons que nous tirons de la défaite de 1927 sont donc radicalement différentes de celles qu'en a tiré le stalinisme russe ou chinois. Il n'y a pas eu défaite du mouvement national par abandon de la bourgeoisie

chinoise, mais écrasement du prolétariat internationaliste par abandon de ses positions de classe. C'est le reflux du mouvement national qui fut "partiel" et "provisoire", mais la défaite du prolétariat, elle, fut complète définitive.

Voici comment Mao Tsé-toung a interprété cette période historique dans son discours d'avril 1945 "Sur le gouvernement de coalition" :

« En 1924, sur proposition du Parti communiste chinois, Sun Yat-sen avait convoqué le Premier Congrès panchinois du Kuomintang, auquel participèrent également les communistes; il avait élaboré les trois thèses politiques fondamentales (alliance avec la Russie, alliance avec le parti communiste et appui aux ouvriers et aux paysans), organisé l'Académie militaire de Ouampou, créé un front national uni groupant le Kuomintang, le Parti communiste chinois et toutes les couches de la population. Le résultat, c'est qu'en 1924-1925 les forces réactionnaires furent liquidées dans le Kouantoung ; en 1926-1927 se déroula avec succès la Campagne du Nord... ». Mao ne dit pas que le "résultat", le "succès" de cette politique fut le massacre du prolétariat chinois. Il ne la juge que d'un point de vue national. Et de ce point de vue il se contente de gémir sur la contre-révolution parce que « l'union céda le pas à la guerre civile, la démocratie à la dictature, la lumière aux ténèbres ». En foi de quoi, « les trois principes du peuple de Sun Yat-sen, jetés par-dessus bord par les réactionnaires du Kuomintang, furent repris par le peuple chinois, le Parti communiste chinois et les autres démocrates » (Œuvres choisies T. IV pp. 299-300).

Une fois plus, l'axiome de Lénine s'est avéré juste : la révolution bourgeoise était impossible comme révolution de la bourgeoisie. Cette dernière fut incapable de tirer profit de sa victoire sur le prolétariat. Mais en faisant sien le programme de Sun Yat-sen, le parti de Mao ne l'a pas rendu plus "révolutionnaire". Nous l'avons vu dans la question agraire. Il en va de même dans les questions de la démocratie politique et de la lutte contre l'impérialisme étranger. Le parti de Mao a tout fait pour que la réalisation de ce programme ne dépasse pas le cadre des intérêts nationaux bourgeois et n'enfreigne pas la bonne entente entre les classes.

« Certains expriment les doutes suivants : dès qu'ils l'auront emporté, les communistes n'instaureront-ils pas la dictature du prolétariat, un système à parti unique, comme en Russie ? Nous répondrons à cela qu'entre l'Etat de la nouvelle démocratie, fondé sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques et l'Etat socialiste fondé sur la dictature du prolétariat, il existe une différence de principe. Bien sûr, le régime de la nouvelle démocratie que nous défendons est créé sous la direction du prolétariat, sous la direction du parti communiste (le prolétariat communiste peut-il créer un pouvoir qui ne soit pas celui de sa dictature ? — N.D.R.). Toutefois, pendant toute la période de la nouvelle démocratie, on ne pourra pas et, par conséquent, on ne devra pas avoir en Chine un régime de dictature exercé par une seule classe... (Ibid. pp. 329-330).

Ces affirmations "de principe" sont pour le moins piquantes quand on pense aux leçons de "marxisme-léninisme" que Pékin prétend donner

aujourd'hui à Moscou. Hier, Moscou déclarait incarner la dictature du prolétariat. On nous dit à présent que celle-ci s'est transformée en "Etat du peuple tout entier", c'est-à-dire en démocratie bourgeoise. Et nous pouvons comprendre ce "changement", l'interpréter comme le résultat juridique de la contre-révolution stalinienne. Mais par quel miracle l'Etat chinois, fondé sur les "trois principes du peuple", se serait-il transformé en Etat socialiste, en dictature du prolétariat ?

Mao n'a plus la "naïveté virginale" du populiste Sun Yat-sen, dont parlait Lénine. Il ne peut plus s'imaginer que les "trois principes du peuple" et l'avènement de la démocratie bourgeoise sont la clef de l'émancipation humaine. Et c'est pourquoi le révolutionnaire petit-bourgeois porte les stigmates de la contre-révolution bourgeoise : Sun Yat-sen + Staline = Mao Tsé-toung. Le même argument qui lui servait en 1945 à repousser la dictature prolétarienne en Chine, lui sert vingt ans plus tard à rebaptiser la "démocratie nouvelle" en "Etat socialiste" :

« Le système qui s'est créé en Russie était conditionné par le développement historique de la Russie. On y a détruit le système social fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et on y a créé un système politique, économique et une culture du type démocratique le plus avancé, c'est-à-dire socialiste" (Ibid. p. 330).

Avait-on détruit, en octobre 1917, "l'exploitation de l'homme par l'homme" ? Avait-on créé une économie socialiste en Russie ou croyait-on même à la possibilité d'une prochaine "création" de ce type ? Non, ce n'est pas cela le contenu du bolchévisme. C'est la revendication de la dictature prolétarienne comme forme universelle du pouvoir de classe, même dans les cas "particuliers" de la Russie ou de la Chine ; l'affirmation que cette forme de gouvernement était non seulement possible, mais nécessaire dans les pays arriérés connaissant un faible développement de l'économie "nationale". Ce que Mao accordait en 1945 à l'U.R.S.S. comme un privilège national grand-russe, il le revendique aujourd'hui en exclusivité pour la patrie des Hans : non pas la dictature prolétarienne, mais la "construction du socialisme" à travers l'accumulation du capital.

De nombreuses pages du rapport de Mao "Sur le gouvernement de coalition" sont également consacrées à l'analyse des mots d'ordre économiques de Sun Yat-sen : « La structure économique de la nouvelle démocratie que nous essayons d'instaurer répond également aux principes de Sun Yat-sen » (p. 325). Dans le domaine agraire, Sun Yat-sen avait lancé le mot d'ordre repris par le P.C.C. : « A chaque laboureur son propre champ ! » ; dans l'industrie et le commerce, le Manifeste de 1924 réclamait une "limitation du capital"... Mao Tsé-toung formule ainsi son programme :

« Certains pensent que les communistes chinois sont contre le développement de l'initiative individuelle, contre le développement du capital privé, contre la défense de la propriété privée. Il n'en est rien. L'oppression que font peser l'étranger sur la nation et le joug féodal à l'intérieur

du pays freine lourdement le développement de l'initiative individuelle des Chinois, le développement du capital privé, et ruine l'avoir de larges couches de la population. Or, la tâche du système de la nouvelle démocratie que nous nous efforçons d'instaurer, consiste précisément à éliminer ces freins, à mettre fin à cette ruine, à assurer à la masse des Chinois la possibilité de faire preuve, librement, de leur initiative individuelle dans la société, de développer librement l'économie capitaliste privée, laquelle, toutefois, "ne doit pas tenir dans ses mains la vie du peuple", mais au contraire lui être utile, et enfin à assurer la protection de toute propriété privée acquise par voie légale » (pp. 325-326).

Le moment n'est pas encore venu de juger la Chine maoïste sur la réalisation de son programme bourgeois. Cette question fera l'objet d'articles ultérieurs. Il s'agit seulement ici de dénoncer les phrases "socialistes" dont se pare ce programme. L'axiome politique du réformisme était : on ne peut passer au socialisme que par la démocratie. Son axiome économique se résume en ces termes : le développement du capitalisme "national" est une condition absolue de la "construction socialiste". Nous avons vu comment la stratégie révolutionnaire de l'Internationale Communiste envisageait le rapport entre pays arriérés et pays capitalistes avancés dans la perspective universelle d'un assaut prolétarien au pouvoir bourgeois. La gloire de Trotsky dans la question chinoise ne fut pas seulement de défendre la tactique des bolchéviks : hégémonie du prolétariat et dictature de classe. Trotsky a encore lutté pour la stratégie révolutionnaire mondiale sans laquelle le bolchévisme n'aurait aucun sens : « La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires » ("Thèses sur la révolution permanente", 1929).

En saluant le développement du capitalisme chinois et sa rivalité avec Moscou comme une victoire de la révolution permanente, les pitoyables "trotskystes" d'aujourd'hui montrent jusqu'à quel point le stalinisme et le progressisme bourgeois se sont emparés de leur esprit. C'est un fait qu'en se développant le capitalisme creuse sa tombe. Il peut créer en Chine toutes les conditions favorables que l'on veut pour la croissance physique et la reprise politique du prolétariat. Mais c'est contre son gré. Tout ce que le prolétariat peut en attendre, c'est qu'il donne à l'antagonisme entre le capital et le travail sa forme la plus pure, la plus violente, la plus dénuée d'illusions réformistes et petites bourgeoises. Sous ce rapport les mérites du "socialisme chinois" furent nuls dans la période révolutionnaire. Ils ne sont pas plus grands depuis que le parti de Mao est devenu un parti de gouvernement. On sait que Pékin, dans la stricte tradition stalinienne abandonnée par Moscou, ne nie pas l'existence d'antagonismes de classes en Chine. Voici pourtant ce qu'en pense Mao toujours d'après son rapport de 1945 :

« Il va de soi qu'il continuera d'exister des contradictions entre ces classes et que celle qui se manifestera de la manière la plus nette sera la contradiction qui oppose le travail au capital. C'est pourquoi chacune de ces classes aura ses revendications propres. Voiler ces contradictions, voiler ces revendications propres serait une hypocrisie, une faute. Mais, pendant toute la phase de la nouvelle démocratie, ces contradictions, ces revendications particulières, ne sortiront pas du cadre des revendications générales et l'on ne doit pas permettre qu'elles en sortent » (Ibid. p. 323).

Ainsi l'Etat de "démocratie nouvelle" se fait le champion de la collaboration de classes ; il entend régler par en haut, au-dessus des classes, l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail ; réduire les "revendications particulières" du prolétariat aux intérêts "généraux" de l'Etat bourgeois. De toute évidence, ce que le prolétariat chinois gagnera dans le régime de "démocratie nouvelle", il le gagnera en luttant contre lui, en se préparant à l'enterrer ! Ce n'est, comme dit Marx, que "dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonismes de classes" que "les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques".

Il n'y a donc rien de "nouveau" dans la démocratie chinoise. Et l'étude du développement du capitalisme en Chine en sera une confirmation ultérieure. De même, il n'y a rien de "particulier" ni d' "original" dans la révolution chinoise, sinon la défaite complète et durable de l'internationalisme prolétarien en Asie comme dans les vieilles métropoles.

(A suivre)

Les leçons de la polémique russo-chinoise (III)

La périodicité de notre revue et l'objet même de cette étude, — une polémique qui subit tous les contre-coups de l'actualité — nous ont contraints et nous contraignent encore à retourner sur nos pas pour clarifier certaines questions précédemment abordées.

C'est ainsi qu'il est nécessaire de revenir brièvement sur deux points déjà traités dans le numéro 29 de **Programme Communiste**, avant d'aborder « la question coloniale et les révolutions anticoloniales » :

A) LA CONSTRUCTION DU COMMUNISME EN CHINE

Dans un très long texte du 14 juillet 1964 signé par la rédaction du **Renmin Ribao** et du **Hongqui** (**Le pseudo-communisme de Krouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde** ; Editions en Langues Etrangères ; Pékin, 1964), après avoir présenté comme imminente la « restauration pacifique du capitalisme en U.R.S.S. » — concept dont nous avons démontré le contenu aberrant et anti-marxiste —, les maoïstes exécutent un virage à 180° par rapport à leurs positions de 1958. Tandis qu'en 1958 ils promettaient le passage de la propriété collective à la propriété de tout le peuple en Chine dans un délai de « cinq ou six ans et même plus » (1), le 15 juillet 1964, c'est-à-dire six ans plus tard — « et même plus » —, ils écrivent :

« Le passage de la propriété collective à celle du peuple tout entier, de deux genres de propriété à la propriété unique du peuple tout entier, suppose un assez long processus de développement » (op. cit., p. 101).

Cet « assez long processus de développement » n'est pas autrement précisé, mais les précisions des maoïstes sur le passage du socialisme au communisme en Chine, pour lequel ils prévoient en 1958 un délai « de dix à vingt ans ou plus, à partir de maintenant » en proclamant solennellement qu'« il apparaît ainsi que la réalisation du communisme en Chine ne se produira pas dans un futur lointain » (1), sont aussi détaillées que réjouissantes. C'est ainsi qu'on lit, à la page 97 du texte déjà cité du 14 juillet 1964 :

« La lutte pour savoir "qui l'emportera", du socialisme ou du capitalisme, dans le domaine politique et idéologique, exige une très longue période de temps avant qu'il ne soit décidé de son issue. La révolution socialiste dans le seul domaine économique (en ce qui concerne la propriété des moyens de production) ne suffit pas, et n'assure d'ailleurs pas la stabilité. Quelques dizai-

« *nes d'années n'y suffiront pas ; partout, cent ans voire des centaines d'années, sont nécessaires à la victoire. Question temps, mieux vaut donc se préparer à une période plutôt longue que courte* ».

Après le « passage pacifique de l'économie socialiste à l'économie capitaliste », les maoïstes font donc ici une autre stupéfiante découverte anti-marxiste : le socialisme triomphe **d'abord** dans le domaine **économique**, et **ensuite** dans le domaine **politique** ! !

En 1958, ils promettaient le passage au communisme en Chine en l'espace de quinze ou vingt ans ; en 1964 ils affirment que « cent ans voire des centaines d'années » seront nécessaires pour **seulement** « savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme » ! ? Après de semblables découvertes, rien d'étonnant si, peut-être saisis par la crainte d'être allés un peu trop loin dans la voie de « l'adaptation créative du marxisme aux conditions particulières de la Chine », les idéologues de Pékin écrivent à la fin de leur long texte :

« *Il n'y a rien là de terrifiant et il n'y a aucune raison de s'alarmer. La terre continuera à tourner...* » (op. cit., p. 112).

Fort bien ! Il ressort des aberrations anti-marxistes des maoïstes que ce qui "tourne" sur un rythme toujours plus vertigineux dans la Chine de 1964, c'est le **capital**. Mais le capital, contrairement à la terre, ne continuera pas à « tourner pendant des centaines d'années » !

B) LES KHROUCHTCHEVIENS ET LE MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE

Le numéro 114 (avril 1964) de **La Pensée**, « revue du rationalisme moderne » (la raison, c'est une figure du capital !), est entièrement consacré au « mode de production asiatique ». Nous ne nous attarderons pas ici sur la confusion dans laquelle se débattent nos khrouchtcheviens "rationalistes" (ils n'ont pas réussi par exemple à établir si pour Marx les modes de production sont au nombre de cinq, ou sept ou huit. D'ici peu, ils découvriront qu'il y en a en réalité un millier !). Nous voulons simplement mettre en évidence deux falsifications. Tout d'abord, M. C. Parain écrit à la page 3 :

« *... Les recherches historiques marxistes... avaient déjà fort à faire pour tirer au clair et dérouler l'enchaînement typique qui a conduit de la société primitive au socialisme par la grande voie historique en marge de laquelle on devrait reconnaître — ou continuer à ne pas reconnaître un mode de production dit « asiatique ».*

Les idéologues khrouchtcheviens (et post-khrouchtcheviens) de **La Pensée** voudraient faire croire qu'ils retournent à Marx et ils avancent comme preuve leur redécouverte du « mode de production asiatique » que Staline avait rayé de l'histoire. Mais ils continuent à falsifier, avec plus

d'impudence que Staline lui-même, les déterminations essentielles du mode de production socialiste faussement "construit" en U.R.S.S. Messieurs de *La Pensée*, c'est le **socialisme** que vous devez redécouvrir chez Marx !

En second lieu, ce numéro de *La Pensée* confirme nos soupçons sur la fonction anti-chinoise de cette redécouverte khrouchtchevienne et post-khrouchtchevienne du mode de production asiatique. M. Chesneaux, par exemple, n'hésite pas à fondre sur Wittfogel qui, dans son « **Oriental society, a comparative study of total power** », avait tenté de donner un travestissement "scientifique" aux conceptions de Kautsky que nous rappellions dans notre précédent numéro (2). En réalité, ce qui provoque l'indignation de Chesneaux c'est l'orientation anti-russe de l'ouvrage de Wittfogel. Mais vraiment, M. Chesneaux, c'est là une indignation bien tardive ! Aujourd'hui les social-démocrates n'utilisent plus contre l'U.R.S.S. l'argumentation de Kautsky ou de Wittfogel ; aujourd'hui ils n'accusent plus l'U.R.S.S. d'être une variante du « despotisme asiatique » ; aujourd'hui l'U.R.S.S. est devenue une nation civilisée, évoluée et démocratique ! M. Chesneaux écrit à la page 35 « qu'il s'agit de reprendre des mains des renégats ce concept si riche ». Aujourd'hui que les social-démocrates ne sont plus des "renégats" et qu'ils n'utilisent plus « ce concept si riche » contre l'U.R.S.S., pour quelle raison, M. Chesneaux, voulez-vous leur « reprendre des mains » le « mode de production asiatique » ? M. Chesneaux nous fournit lui-même la réponse en écrivant à la page 54 :

*« Il (le mode de production asiatique — NdR) n'appartient pour-
tant pas qu'au passé. Il a sans doute laissé de profondes em-
preintes. La tradition de l' "unité supérieure", par exemple, n'a-
t-elle pas fortement contribué à l'instauration dans de nom-
breux pays afro-asiatiques, nouvellement indépendants, d'un
système de direction par un chef d'Etat tout-puissant, mais qui
a indiscutablement la confiance des masses », etc. etc...*

Suit une intéressante allusion à Soekarno, allié à Mao pour réclamer l'éviction de l'U.R.S.S. du nouveau Bandoung. Les comparaisons de la presse russe entre Mao et Gengis Khan, entre Mao et les mandarins de la Chine antique, l'affirmation d'Otto Kuusinen selon laquelle existe en Chine « la dictature des chefs, la dictature personnelle » sont reprises par M. Chesneaux à un niveau "idéologique" lorsqu'il parle « d'un système de direction par un chef d'Etat tout-puissant ».

Les idéologues khrouchtcheviens et post-khrouchtcheviens ont donc repris le mode de production asiatique « des mains des renégats » pour répéter contre la Chine ce que les social-démocrates disaient contre l'U.R.S.S. entre 1939 et 1940.

* *

Après avoir ainsi clarifié ces deux questions, nous n'aurions plus qu'à continuer notre étude si la chute retentissante de Khrouchtchev ne nous obligeait à ajouter quelques précisions.

Si nous nous occupons de la polémique russo-chinoise, ce n'est certes

pas pour courir après l'actualité. Les conclusions de notre étude se fondent sur les principes du marxisme révolutionnaire défendus par notre parti depuis plus de trente ans : elles n'attendent donc pas leur confirmation de l'ascension ou de la chute d'un Khrouchtchev.

Pour l'instant, limitons-nous à constater que la chute de Khrouchtchev a encore accéléré le processus "khrouchtchevien" d'occidentalisation de la société russe et qu'elle n'a pas marqué un rapprochement entre l'U.R.S.S. et la Chine, contrairement à ce qui avait été annoncé de divers côtés. Dans la phase actuelle de la politique internationale, le moment est venu où, à l'Est comme à l'Ouest, les alliances se désintègrent et où les contacts diplomatiques se multiplient dans toutes les directions, prélude à de nouvelles alliances, à de nouvelles crises, à de nouvelles guerres.

Devant le remue-ménage entretenu par les prostituées de l'actualité, le parti révolutionnaire du prolétariat inscrit sur son drapeau cette phrase, que Marx mit en épigraphe à la préface du Premier Livre du Capital :
« Segui il tuo corso, e lascia dir le genti ! » (3).

LA QUESTION NATIONALE ET LES REVOLUTIONS ANTI-COLONIALES

La question nationale et les révolutions anti-coloniales sont au cœur de la polémique russo-chinoise. Nous tirerons de l'analyse de cette polémique la **leçon** que les thèses marxistes et léninistes sur la question conservent leur validité **absolue** à quarante ans de distance.

A de nombreuses reprises, nous avons illustré, analysé et défendu les thèses de Marx et Engels sur la révolution allemande de 1848-50, et les thèses de l'Internationale Communiste en 1920-26 sur l'union de la révolution prolétarienne dans les métropoles et dans les colonies (4).

Cette fois encore, nous ferons précéder la présentation de la polémique russo-chinoise sur la question coloniale et les révolutions anti-coloniales, d'une synthèse complète des trois textes suivants :

1) L'article de Lénine **Sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes** (février-mai 1914), complété par d'autres articles de la même période (par exemple : « Substances inflammables dans la politique mondiale », 5 août 1908 ; « Démocratie et populisme en Chine », 15 juillet 1912 ; « La Chine rénovée », 8 novembre 1912).

2) Les **thèses générales** et les **thèses complémentaires** sur les questions nationale et coloniale, approuvées en 1920 au Second Congrès de l'Internationale Communiste (5).

3) Les articles de Lénine sur la question nationale datés du 31 décembre 1922. Ces articles très importants que Staline avait fait disparaître sont aujourd'hui publiés à nouveau.

Nous obtiendrons ainsi une synthèse de la pensée de Lénine sur la question nationale pendant une période d'une quinzaine d'années, de 1908

à 1922. Cette synthèse nous conduira à la conclusion (que notre courant défend depuis quarante ans, et dont nous trouverons une confirmation éclatante dans la polémique russo-chinoise) que la théorie léniniste de l'impérialisme sur laquelle se fondent les thèses léninistes sur la question nationale, est la **seule** explication marxiste de l'impérialisme, qu'elle est valable aujourd'hui comme elle l'était hier et qu'elle le restera tant que l'impérialisme n'aura pas été détruit par la révolution prolétarienne internationale.

S'il y a un point sur lequel le courant de la **Gauche communiste italienne** s'est toujours trouvé aux côtés de Lénine, c'est bien celui-là. Et s'il y a une question à propos de laquelle personne aujourd'hui, ni Russes, ni Chinois, ni extrémistes aux multiples étiquettes ne peut se réclamer de Lénine, eh bien ! c'est celle-là. **Hic rhodus, hic salta !**

I. — LENINE EN 1914

L'article de Lénine sur **Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes** parut en avril-juin 1914 dans le **Prosvéchtchénié (L'Instruction)**. C'était une polémique contre Rosa Luxembourg. Dans un essai intitulé **La question nationale et l'autonomie** paru en 1908-09, cette dernière avait à son tour polémique contre l'écrit de Karl Kautsky « **Nationalité et internationalité** » publié dans la **Neue Zeit** en 1907-1908. L'article de Lénine est donc une polémique contre une polémique.

La connaissance de ces circonstances historiques est essentielle, car cet article a été souvent, et même récemment, falsifié par le stalinisme et le post-stalinisme. Il est nécessaire de rappeler en outre que la polémique de Rosa Luxembourg n'était pas seulement dirigée contre Kautsky, mais aussi, indirectement, contre Lénine et le programme des bolcheviks sur la question nationale **en Russie**, programme qui préconisait le « droit à disposer d'elles-mêmes » pour les nationalités opprimées par l'autocratie tsariste grand-russe (8).

Lénine soutient tout d'abord la validité de cette thèse exprimée par Kautsky :

*« L'Etat national est la règle et la "norme" du capitalisme ;
« l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade
« arriéré ou une exception ».*

C'est là une vérité évidente, une de ces "vérités" du marxisme que, comme Lénine l'écrit dans son **Anti-Kautsky**, même la bourgeoisie peut reconnaître et faire sienne. Mais Lénine ne s'arrête pas là. A Rosa Luxembourg qui avait posé la question :

*« Si en Russie on doit lutter pour la libre disposition des nations
« opprimées, ne doit-on pas faire la même chose dans l'empire
« austro-hongrois ? »*

Lénine répond :

*« D'abord, posons la question essentielle, celle de l'achèvement
« de la révolution démocratique bourgeoise. En Autriche elle*

« avait commencé en 1848 et s'est terminée en 1867... Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche (c'est-à-dire du point de vue du développement du capitalisme en Autriche, en général, et dans chacune des nations qui la composent, en particulier), il n'est point de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui, entre autres, peuvent s'accompagner de la formation d'Etats nationaux indépendants ».

Le leitmotiv de Lénine dans cet article et dans toute son œuvre peut être résumé dans cet aphorisme qui exprime le nœud vital de la dialectique marxiste :

« Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige qu'on la pose dans un cadre historique déterminé ; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national dans un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique. »

On voit donc que les **particularités concrètes** des divers pays dans les diverses phases de leur développement historique conduisent Lénine à soutenir que la formule du « droit de libre disposition des nations » est applicable à la Russie de 1914 car la révolution démocratique bourgeoise n'y a pas encore été accomplie, tandis que dans l'empire austro-hongrois, toujours à la même époque, la même formule n'est plus applicable et que ceux qui la préconisent trahissent le prolétariat, car en Autriche la révolution démocratique-bourgeoise « avait commencé en 1848 et s'est terminée en 1867 ».

Les Russes et les Chinois, ainsi que le cortège de leurs malheureux disciples, devraient donc déclarer que Lénine a commis une erreur grossière en 1914 puisque l'empire austro-hongrois s'est fragmenté depuis lors en divers Etats dont les staliniens et les maoïstes ont salué en 1945 la naissance par de grands cris de joie. Mais ils ne le feront pas car ils ont transformé Lénine en une icône inoffensive pour mystifier les masses. Quant à nous, nous affirmons que Lénine ne s'est pas trompé : nous nions que la dissolution de l'empire austro-hongrois ait donné naissance à des « Etats nationaux souverains », et nous caractérisons la formation des Etats de l'Europe centre-orientale (Autriche, Pologne, Hongrie, Allemagne occidentale, Allemagne orientale, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie) comme une balkanisation de l'Europe par l'impérialisme.

Voilà l'essentiel de l'œuvre et de la lutte de Lénine en ce qui concerne la question nationale **en Europe**, et il est bien clair que les staliniens, comme les maoïstes, ont mille fois renié l'enseignement léniniste. Passons maintenant à la question nationale **en Asie**. Dans l'article déjà cité, Lénine écrit :

« Nul doute qu'une portion considérable de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouve dans la situation soit de colonies des "grandes puissances", soit d'Etats extrêmement dépendants et nationalement opprimés. Cette circonstance uni-

1-2
« *versellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait*
« *incontestable qu'en Asie même, les conditions du développe-*
« *ment le plus complet de la production marchande, de l'essor le*
« *plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'exis-*
« *tent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat natio-*
« *nal indépendant ? Cet Etat est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même*
« *commencé à opprimer d'autres nations et à asservir des colo-*
« *nies ; nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du ca-*
« *pitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépen-*
« *dants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable,*
« *c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité, là aussi,*
« *partout des mouvements nationaux ; que ces mouvements ten-*
« *dent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément*
« *de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions*
« *de développement ».*

Un demi-siècle s'est écoulé depuis 1914. Le fait est qu'aujourd'hui, en 1965, l'Asie s'est transformée en un « système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe » ; le fait est qu'en 1965 de nombreux Japans ont éclos en Asie, au sein desquels se sont créées « les conditions de l'essor le plus libre, le plus vaste et le plus rapide du capitalisme » ; beaucoup de Japans (comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, la Chine) qui « ont commencé eux aussi à opprimer les autres nations » (6) ; ce fait ne suffit-il pas à prouver que ne s'est pas produite dans le monde cette « faillite du capitalisme » à laquelle Lénine, lorsqu'il s'occupait de la question nationale, subordonnait toujours toute manœuvre tactique, toute alliance, tout front unique avec la bourgeoisie nationale-révolutionnaire des colonies ?

Les articles suivants : « Substances inflammables dans la politique mondiale » (paru dans **Le Proletaire** du 5 août 1908), « Démocratie et populisme en Chine » (paru dans la **Nievskaja Zvezda** du 15 juillet 1912) (7), « La Chine rénovée » (paru dans **La Pravda** du 8 novembre 1912), appartiennent à la même période que l'article dont nous nous occupons, c'est-à-dire à celle qui précéda immédiatement la grande crise impérialiste de 1914 et l'écroulement catastrophique de la Seconde Internationale. Dans ces textes, Lénine définit les conditions qui seules peuvent permettre cette « faillite du capitalisme » dont il parle dans l'article que nous avons cité : il dénonce le caractère réactionnaire du populisme chinois, les « rêves socialistes » de Sun Yat-sen, « l'illusion qu'en Chine il soit possible d'« éviter » le capitalisme.

Lénine n'admettait pas l'illusion réactionnaire selon laquelle il est possible d'« éviter » le capitalisme dans tel ou tel pays ; pour lui, il s'agissait de définir les moyens par lesquels le prolétariat — et lui seul — dans les colonies comme dans les métropoles peut **abattre le capitalisme international**. C'est ainsi que, dans sa lutte contre Sun Yat-sen, Lénine fut amené à poser le problème du développement du « prolétariat chinois » engendré par les « nouvelles Shanghai » que les populistes chinois appe- laient de tous leurs vœux et de l'organisation de ce prolétariat en « parti ouvrier social-démocrate chinois » ; le problème de la délimitation de ce

parti à l'égard de la bourgeoisie nationaliste, grâce à la critique des « utopies petites-bourgeoises et des idées réactionnaires du programme politique et agraire de Sun Yat-sen ». Et c'est seulement ensuite que Lénine soutint qu'un parti ouvrier chinois devait conserver et développer « le noyau révolutionnaire démocratique » du populisme.

Mais pour Lénine, ce n'était pas encore tout. Après avoir observé, dans son article de 1914, que :

« Marx et Engels traitaient avec un sévère esprit critique la question nationale en général, dont ils appréciaient l'importance en conformité avec les conditions historiques »,

il ajoute la condition des conditions, sans laquelle toute revendication d'autodécision des nationalités opprimées devient une pure tromperie bourgeoise pour le prolétariat, la condition valable pour tous les pays et toutes les phases du développement capitaliste :

« ...l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes, leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale ».

C'est ainsi qu'à la veille de la première guerre mondiale et de l'écroulement de la seconde Internationale, Lénine en arrivait à prévoir (« Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » ; 1er mars 1913), « la répercussion en Europe » des « tempêtes » provoquées par la pénétration du capitalisme en Asie :

« A la suite de l'Asie, l'Europe commence à se remuer mais pas à la manière asiatique ».

Depuis lors, le maoïsme et le stalinisme ont essayé d'arrêter l'Asie et d'asiatiquer l'Europe ; comme le rêvait Sun Yat-sen, ils ont essayé d'"éviter" le capitalisme en Russie et en Chine en sabotant la destruction du capitalisme dans le monde entier.

Quarante ans plus tard, la polémique russo-chinoise vient démontrer que l'Asie ne peut être éternellement arrêtée, pas plus que l'Europe ne peut être éternellement asiatisée, que le développement du capitalisme ne peut être évité, ni en Russie, ni en Chine. La polémique russo-chinoise conduit aujourd'hui, cinquante ans plus tard, la poignée de marxistes internationalistes que nous sommes à poser les mêmes problèmes que Lénine et son « petit groupe » bolchevik en 1914.

Pour s'en convaincre, il faut relire une fois de plus les thèses que Lénine écrivit en 1920 pour le Second Congrès de l'« organisation internationale unique du prolétariat » enfin reconstituée, alors qu'il comptait fermement sur l'écroulement prochain du capitalisme ; il est également nécessaire d'écouter à nouveau les dures paroles par lesquelles, de son lit d'agonie, il dénonça en 1922 la future trahison des Staline et des Mao.

II. - LES THESES SUR LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE APPROUVEE AU SECOND CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Les thèses sur les questions nationale et coloniale approuvées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste comprennent 12 thèses générales et 9 thèses complémentaires. Nous traiterons simultanément des thèses générales et complémentaires, en réservant toutefois une analyse particulière à ces dernières qui sont spécialement consacrées à la théorie de l'impérialisme.

Commençons donc par les thèses générales. Les thèses 1 et 2 critiquent la théorie bourgeoise de "l'égalité" en général et de l'égalité entre les nations en particulier. On y dénonce

*« l'égalité formelle ou juridique du prolétaire, de l'exploiteur et
« de l'exploité »*

et on y affirme que :

*« L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par
« la production pour le négoce, devient, entre les mains de la
« bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue
« désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités
« humaines ».*

La thèse 1 conclut :

*« Quant à la signification véritable de la revendication égali-
« taire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes ».*

De même que la circulation des marchandises à l'intérieur du marché national est le règne de la « liberté, égalité et Bentham » dans lequel prolétaires et capitalistes se présentent comme acheteurs et vendeurs, comme personnes juridiquement égales, le marché mondial est le règne de l'« égalité entre les nations » et de l'équilibre des balances commerciales. Après avoir dénoncé l'inégalité **réelle** entre exploités et exploités et affirmé que « le prolétaire ne peut être égal au capitaliste », les thèses de l'Internationale Communiste dévoilent également l'hypocrisie bourgeoise de « l'égalité des nations » et mettent à nu

*« l'asservissement (propre à l'époque du capital financier, de l'im-
« périalisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'im-
« mense majorité des populations du globe à une minorité de
« riches pays capitalistes ».*

La thèse 3 relève que :

*« la guerre impérialiste de 1914-1918 a mis en évidence devant
« toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la
« duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises ».*

La première guerre mondiale (et du même coup l'impérialisme) ne sont donc pas des phénomènes nouveaux, mais bien le point d'arrivée logique du capitalisme, prévu par la théorie marxiste. Toujours dans cette

thèse, la politique « de paix » des « démocraties » de l'Entente est ainsi définie :

« ...le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales, ne faisait que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des Junkers et du Kaiser à Brest-Litowsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente ne font que confirmer ce fait » (9).

Aujourd'hui, cela s'applique pleinement à l'O.N.U. et à la formule de la « coexistence pacifique », et condamne donc tout à la fois Russes et Chinois.

Après cette introduction, la thèse 4 énonce que :

« la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste, dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie ».

La thèse 5 reprend le même concept, dans une forme encore plus claire et incisive :

« Une expérience amère a convaincu les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées qu'il n'est pas de salut, pour elles, en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir soviétiste victorieux de l'impérialisme mondial ».

Toutefois, cette formule de l' "alliance" entre le prolétariat des métropoles et les « mouvements émancipateurs des colonies » est insuffisante. Telle quelle, elle peut être approuvée par l'opportunisme social-démocrate, staliniste et maoïste, et aujourd'hui on la retrouve effectivement dans la bouche des social-démocrates, des partisans de Moscou comme de ceux de Pékin. Mais les thèses de l'I.C. clarifient la signification de cette formule et dénoncent du même coup par avance la trahison de la révolution prolétarienne dans les métropoles et les colonies à laquelle nous assistons aujourd'hui. C'est ainsi que par exemple la première des neuf thèses complémentaires se termine ainsi :

« La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe, et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé ».

Il est donc clair que le rôle dirigeant dans l'alliance dont parlent les thèses, le rôle décisif pour le sort de la révolution mondiale revient **« d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe »**, ou en tous cas au mouvement prolétarien des métropoles impérialistes ; c'est là, comme les thèses le rappellent, « une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé ». Nous croyons inutile de nous étendre sur le fait que, le capitalisme mondial étant aujourd'hui mille fois plus centralisé qu'il ne l'était

en 1920, le sort des révolutions dans les colonies dépend **d'une façon encore plus absolue** du mouvement prolétarien dans les métropoles impérialistes.

C'est précisément là-dessus que butent les maoïstes qui prétendent, en 1965, subordonner le mouvement prolétarien des métropoles aux révolutions dans les colonies. S'ils parlent avec tant d'emphase et de lyrisme des "tempêtes" qui secouent l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, c'est pour mieux oublier ce que Lénine plaçait au premier rang, c'est-à-dire « la répercussion en Europe » des « tempêtes » engendrées par la pénétration du capitalisme en Asie. Comme nous l'avons vu plus haut, Lénine attendait de ces « répercussions » qu'à « la suite de l'Asie, l'Europe commence à se remuer mais pas à la manière asiatique ».

Et il ne s'agit pas pour les maoïstes d'un simple "oubli" ou d'un effet de leur "naïveté" comme trop d'imbéciles feignent de le croire et aiment à le répéter. Car, pour Lénine et pour les marxistes (10), la répercussion en Europe des tempêtes de l'Asie doit se compléter dialectiquement du mouvement inverse, de l'Europe vers l'Asie, pour unir Europe et Asie, métropoles et colonies dans la révolution communiste mondiale. C'est là le point d'arrivée de la pensée et de la lutte pratique de Lénine. En 1920, après avoir prévu que la répercussion des tempêtes de l'Asie mettra l'Europe en mouvement, mais pas à la manière asiatique, Lénine établit qu'au moment où la lutte du prolétariat européen pour le communisme atteint son sommet

« Les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe ».

Ainsi Lénine attendait-il, en 1920, que l'Asie se remette en mouvement **mais à la manière européenne** : il luttait pour que dans les colonies la révolution ne s'arrête pas à l'étape bourgeoise mais, par le saut périlleux de la double révolution, parvienne comme en Russie jusqu'à la dictature du prolétariat et au régime des Soviets. Le marxisme révolutionnaire n'accuse donc pas seulement le maoïsme d'"oublier" ou de subordonner l'Europe à l'Asie, le mouvement prolétarien des métropoles aux révolutions dans les colonies, mais surtout de trahir la double révolution dans les colonies, d'enfermer les révolutions aux colonies dans les limites bourgeoises. La rupture russo-chinoise est pour nous tout à la fois la preuve de cette trahison de la révolution prolétarienne dans les colonies et la revanche de l'histoire sur ceux qui en ont été les artisans. Car une thèse essentielle de Lénine est que la théorie menchevique de la révolution par étapes ne permet d'atteindre, ni l'étape bourgeoise, ni à plus forte raison l'étape prolétarienne. Quand les maoïstes reprochent hautement au « socialisme russe » sa trahison, ils manifestent en fait l'impuissance révolutionnaire, même au sens bourgeois, de ceux qui gouvernent dans le palais impérial de Pékin. Une révolution, quelle qu'elle soit, ne se laisse **surprendre** par aucune **trahison**.

✱

La subordination des mouvements émancipateurs nationaux aux colonies découlait — et continue de découler — de la réalité économique du

« capitalisme mondial centralisateur ». Mais soutenir cette thèse signifiait pour P.I.C., et signifie aujourd'hui pour nous, soutenir et démontrer :

« Tout d'abord que les révolutions anti-coloniales et anti-impérialistes ne doivent pas se limiter aux objectifs nationaux bourgeois, mais parvenir jusqu'à la dictature du prolétariat et au régime des Soviets au travers de la double révolution. Ensuite que, là où cela ne se produit pas, les révolutions anti-coloniales n'atteignent même pas leurs objectifs bourgeois et nationalistes.

L'Internationale Communiste faisait en 1920 cette double prévision, comme nous l'avons vu dans les thèses analysées jusqu'ici. Le second pôle de l'alternative se trouve clairement énoncé au point 6 de la thèse 11, qui conclut ainsi :

« Dans la conjoncture internationale actuelle (c'est-à-dire à l'époque du capitalisme financier, de l'impérialisme — NdR), il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes ».

On parle donc ici, comme dans tout le corps des Thèses, de « fédération des républiques soviétiques », et non par exemple de « république universelle des Soviets ». En réalité on rencontre les deux formules dans la littérature de l'Internationale Communiste des années vingt : l'une précède l'autre, l'une complète l'autre. « Les particularités concrètes qui distinguent un pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique », qui distinguent donc les colonies des métropoles impérialistes en ce qui concerne la question nationale, conduisent Lénine à préconiser en 1920 le **principe fédératif** (« fédération des républiques soviétiques ») comme forme transitoire vers la république universelle des Soviets.

On lit au début de la thèse 7 :

« Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays ».

Et la thèse 8 dit entre autres :

« Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite... ».

La thèse 7 fournit des exemples concrets d'application du principe fédératif dans les questions nationales par le prolétariat victorieux et affirme :

« Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la République Socialiste Fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé ; azérbéidjane et ukrainienne présentement), qu'au sein même de la République russe, à l'égard de nationalités qui n'avaient auparavant ni Etat, ni existence autonomes (exemple :

« les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées
« en Russie soviétiste en 1919 et 1920 ».

Enfin la thèse 8 ajoute que dans l'application du principe fédératif il faut tenir compte :

« A) de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union
« entre elles, les républiques soviétistes entourées d'ennemis im-
« périalistes infiniment supérieurs par leur puissance militaire ;

« B) de la nécessité d'une étroite union économique des répu-
« bliques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces pro-
« ductives détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être
« des travailleurs ne peuvent être assurés ;

« C) de la tendance à la réalisation d'un plan économique uni-
« versel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolé-
« tariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évi-
« dence sous le régime capitaliste et doit certainement continuer
« son développement et arriver à la perfection par le régime so-
« cialiste ».

Le Lénine de 1920 répond ainsi au Lénine de 1914 qui, dans son ouvrage sur « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » écrivait :

« Nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du capita-
« lisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants,
« à l'instar de l'Europe ».

Or, Lénine affirme en 1920 que les mouvements nationaux provoqués en Asie et dans les colonies par la pénétration du capitalisme n'ont pas « de salut hors de la fédération des républiques soviétistes » ; il affirme que les mouvements nationaux dans les colonies n'aboutiront pas en Asie et en Afrique à la « formation d'un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe », mais à la formation d'une « fédération de républiques soviétistes » comme « forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays », vers la république universelle des Soviets. Cette thèse est inséparable de celle qui affirme qu'avec la première guerre mondiale le capitalisme a atteint son stade ultime, sa phase sénile, impérialiste et que donc a commencé l'époque historique de la « faillite du capitalisme » où la tâche immédiate du prolétariat des métropoles impérialistes est la destruction de l'Etat impérialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat et du régime des Soviets.

Cinquante ans plus tard, en 1965, les soi-disant "communistes" de Moscou continuent hypocritement à louer les avantages que "leur" Etat "soviétique" offrirait aux minorités nationales et les merveilles du « principe fédératif idéalement incarné dans l'Etat russe. Nous verrons dans la conclusion de cette troisième partie de notre étude ce que Lénine pensait de telles vantardises hypocrites et démagogiques, nous verrons comment il qualifiait de « social-nationalisme grand-russe » l'application du « principe fédératif » à la Géorgie par Staline, Dzerjinski et Ordjonikidzé.

Mais les soi-disant "communistes" qui s'émerveillent avec une telle hypocrisie du principe fédératif en Russie n'en considèrent pas moins ce

même principe comme un monopole absolu de l'Etat grand-russe moscovite. Selon eux, si cet Etat a le droit d'appliquer en son sein le principe fédératif, il possède également celui d'empêcher par la force que ce même principe soit appliqué à d'autres Etats : il aurait le droit de balkaniser éternellement l'Europe en minuscules démocraties populaires vassales ; il aurait le droit, du reste sanctionné, par l'autre Etat fédératif, son allié et concurrent les U.S.A., d'écraser dans le sang à Budapest, à Berlin, à Varsovie, toute rébellion contre sa domination. Comme le dieu féroce d'Israël dictant à Moïse « Il n'est pas d'autre dieu que moi », l'Etat impérialiste grand-russe impose à ses dépendants avec la force des armes et de la diplomatie, ce premier commandement : « Je suis le dieu de ton maître : il n'est pas d'Etat parfait en dehors de moi ».

Quant à la "grande" Chine de Mao qui ne peut même pas, elle, célébrer les merveilles toutes formelles d'un principe fédératif qui aurait survécu à lui-même, elle se présente comme le **plus grand Etat national asiatique** et s'est déjà entourée d'une première constellation de minuscules Etats vassaux comme le Vietnam du Nord ou la Corée du Nord.

En ce qui concerne la base économique qui devait soutenir, selon Lénine, la fédération des républiques soviétistes, forme de transition vers « l'unité complète des travailleurs de tous les pays », cette « réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays », il n'est pas utile d'en dire long pour démontrer combien Russes et Chinois s'en sont éloignés. Tandis que les Russes parlent de « division internationale du travail » et essaient de maintenir par la force politique, économique ou militaire la dépendance à leur égard de l'Europe orientale, la Chine, mise provisoirement au ban du commerce international, lance aux pays afro-asiatiques le mot d'ordre : « Il faut compter sur ses propres forces ».

Il n'est donc pas étonnant que les héritiers de ceux que Lénine appelait en 1922 les « social-nationalistes grand-russes » soulèvent à nouveau aujourd'hui la question des sphères d'influence en Asie et déclenchent une série d'incidents militaires le long des 9.000 km de frontière russo-chinoise.

*
**

La question de la subordination des révolutions coloniales au mouvement ouvrier des métropoles est aujourd'hui le cheval de bataille des soi-disant "communistes" de Moscou dans leur polémique anti-chinoise. Les khrouchtcheviens et post-khrouchtcheviens se gargarisent à ce propos de leur prétendue orthodoxie marxiste et accusent les maoïstes de populisme, de culte de la violence, d'anti-marxisme. Or les thèses de 1920 démasquaient par avance, aussi bien les Russes que les Chinois.

Les thèses 9 et 10 sont entièrement consacrées à la dénonciation du faux internationalisme des partis de la Seconde Internationale. Nous verrons tout de suite que l'internationalisme dont se gargarisent les "communistes" de Moscou dans leur polémique anti-chinoise est frère siamois de l'internationalisme en paroles, mais nationalisme et impérialisme en fait de la social-démocratie européenne.

La thèse 9 caractérise ainsi le pseudo-internationalisme de la Seconde Internationale :

« *L'Internationale Communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes. Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des Partis communistes — et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les Etats capitalistes en dépit de leurs constitutions démocratiques* »...

Tout cela ne suffit pas, disent les thèses de 1920 ! Ceux qui se contentent de cela sont « des démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes », et la thèse complémentaire 5 est encore plus radicale puisqu'elle se termine sur cette définition lapidaire :

« *Les membres de la IIe Internationale sont eux-mêmes devenus impérialistes* ».

Du reste, les thèses s'attaquent à une partie des partis communistes de cette époque. La thèse 10 commence en effet ainsi :

« *C'est la pratique habituelle non seulement des partis du Centre de la IIe Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles...* »

Un peu plus loin elle affirme :

« *Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes* ».

Ces partis « qui ont abandonné cette Internationale » et « s'intitulent maintenant communistes » sont, en 1920, la S.F.I.O. en France, l'U.S.P.D. en Allemagne, le P.S.I. en Italie.

Donc, « la pratique habituelle » de ces partis, social-démocrates ou soi-disant communistes, est « la reconnaissance formelle... de l'égalité des nations », « le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois ». Et ceux qui ont une telle "pratique" à l'égard de la question nationale ne sont nullement communistes, mais bien « des démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes », des « impérialistes ».

Que faut-il donc pour n'être pas un impérialiste travesti en socialiste ou communiste ? Que veut concrètement Lénine en 1920 en ce qui concerne la question nationale ? C'est à ces questions que répond la thèse 9 :

« *...il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie... Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asser-*

« vis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la IIe Internationale ».

Revenons donc au concept précédemment analysé qui constitue le fond même de la pensée de Lénine et de l'Internationale Communiste en 1920 sur les questions nationale et coloniale. Les mouvements de libération nationale n'ont pas de salut en dehors de leur soumission au mouvement prolétarien des métropoles. Mais dans les métropoles le prolétariat n'a pas d'autre but immédiat que la destruction de l'Etat impérialiste, l'instauration de la dictature du prolétariat et du régime des Soviets. Donc, même dans les colonies la lutte de libération nationale ne peut s'achever que dans le « gouvernement des Soviets ». Celui qui ne lutte pas pour ce résultat, mais se limite « à la reconnaissance formelle... de l'égalité des nations », n'est ni un communiste, ni un ami des révolutions anticoloniales, mais « un démocrate bourgeois qui s'intitule socialiste ». Aujourd'hui, au vingtième siècle, à l'époque « du capital financier, de l'impérialisme », « l'idée d'égalité devient, entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines ». En conséquence, tout démocrate bourgeois, même et surtout s'il s'intitule socialiste ou communiste, ne peut rien être d'autre, au vingtième siècle, qu'un **valet de l'impérialisme**.

La même définition ne s'applique-t-elle pas parfaitement aux soi-disant "communistes" du Kremlin ? En pleine idylle avec les impérialistes nord-américains, ils jouent le jeu de la diplomatie secrète. A l'O.N.U., ils parlent de « reconnaissance formelle... de l'égalité des nations » à l'unisson avec les impérialistes nord-américains. Certes, et tout prétendu "communiste" moscovite est prêt à l'admettre, la Russie ne veut instaurer la dictature du prolétariat et le régime des Soviets ni en Europe, ni à plus forte raison dans le Tiers Monde. Mais tout soi-disant "communiste" à la prétention de démontrer que, malgré cela, « la reconnaissance... de l'égalité des nations » par Moscou n'est pas purement "formelle", que Moscou défend réellement les peuples opprimés. Mais aujourd'hui la rupture russo-chinoise est devenue la preuve qui obligera les sourds et les aveugles à se convaincre de ce fait simple : l'Etat russe est un Etat impérialiste. Et devant l'impudence des hommes du Kremlin qui osent revendiquer une prétendue orthodoxie léniniste contre les maoïstes, n'est-on pas en droit de dire que le heurt entre l'Etat russe et l'Etat chinois qui se vérifie aujourd'hui enseignera de force la dialectique, c'est-à-dire la validité des thèses de l'Internationale Communiste en 1920, même aux serviteurs zélés de l'Etat grand-russe ?

••

La thèse 11 est consacrée à la définition des tâches des **partis communistes dans les colonies**. Elle est articulée en six paragraphes dont il n'est pas un seul qui ne dénonce impitoyablement l'actuelle pratique des Russes et des Chinois à l'égard des colonies (11).

Le paragraphe 1 rappelle la nécessité de l'appui du prolétariat du pays opprimé. Le paragraphe 2 soutient :

« La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyen-nâgeuse, du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments ».

Le paragraphe 3 est de la plus grande importance et de la plus grande actualité, nous le transcrivons intégralement :

« Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc... ».

Tout le bruyant anti-colonialisme des maoïstes contemporains se trouve défini là. Le "panasiatisme" du vieux ou du nouveau Bandoung, le "panislamisme" des Nasser et des Ben Bella, ne sont que des « tentatives d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain », tentatives qui ne peuvent parvenir, comme on le voit dès maintenant, qu'à redonner des forces à des impérialismes affaiblis (Japon, France gaulliste) ou naissants.

Si le paragraphe 3 démolit par avance la version chinoise des révolutions anti-coloniales contemporaines, le paragraphe 6, lui, en démolit la version russe et américaine, démocratique en général :

« Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des États politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire.

« Pour illustrer par un exemple éclatant la tromperie dont la classe travailleuse des pays soumis est victime de la part de l'impérialisme allié et de la bourgeoisie nationale, nous citerons la Palestine où, sous le prétexte de créer un État juif alors que les juifs y sont en nombre insignifiant, le sionisme a abandonné la population indigène des pays arabes à l'exploitation anglaise ».

On peut toucher ici du doigt la signification réelle du dogmatique vacarme "antidogmatique" que la « démocratie de la bêtise » fait autour des communistes internationalistes. On peut voir comment les communistes internationalistes ont le tort impardonnable aux yeux de cette « démocratie de la bêtise » de partir de la réalité et d'en retrouver le concept dans les textes classiques du communisme révolutionnaire et comment, d'autre part, la « démocratie de la bêtise » fait violence à la réalité pour ne pas entrer en contradiction avec elle-même et se fait violence à elle-même pour ne pas ouvrir les yeux sur la réalité. On peut comprendre comment le pire dogmatique est le dogmatisme de ceux qui prétendent que certitude et vérité sont problématiques.

Nous demandons à l'antidogmatisme qui nous accuse dogmatiquement d'être dogmatiques : peux-tu affirmer, par exemple, que les dizaines d'États

nouveaux apparus en Afrique sont réellement indépendants ? Non, tu ne peux ni ne veux l'affirmer, du moment que tu dois t'adresser aux masses et n'as donc pas intérêt à nier devant elles l'évidence. D'autre part, peux-tu mettre en doute que l'Internationale Communiste ait prévu en 1920 que les luttes de libération nationale dans les colonies seraient utilisées par les différents impérialismes en cas de défaite de la révolution prolétarienne dans les métropoles et qu'elles se concluraient par la formation d' « états politiquement indépendants, mais en réalité vassaux » ? Non, tu ne peux nier la vérité de ce que j'affirme tant que tu échanges ta pensée avec la mienne, tant que tu acceptes d'être avec moi dans un rapport d'homme à homme. Mais maintenant tu parles à la masse et si elle voit l'évidence présente, la masse ignore ce que moi et toi, ce que nous savons du passé. Tu ne dis donc pas à la masse ce que la masse ne demande pas parce qu'elle l'ignore. C'est pourquoi tu te sens et es réellement démocratique. C'est pourquoi tu justifies ton rapport non humain avec le monde et par conséquent avec toi-même, en te fabriquant une conscience fautive, une mauvaise conscience. Et voilà pourquoi tu parles aux masses de phénomènes nouveaux, obscurs et indéchiffrables, de néo-colonialisme, d'aide aux pays sous-développés, etc. Voilà pourquoi enfin tu me combats par la calomnie, la diffamation et le mensonge, pourquoi tu m'accuses de dogmatisme : par terreur de la vérité de ce que j'affirme. Si la vérité avec laquelle nous sommes tous deux en rapport — toi pour la dissimuler, moi pour la répandre — n'était enracinée dans la réalité et dans l'activité pratique des hommes, mon parti serait perdu et tu remporterais une victoire aussi durable que facile. Je serais un philosophe et toi, un politique et un inquisiteur. Mais la vérité que j'affirme est l'expression théorique des besoins pratiques, impérieux, insupprimables, absolus des masses humaines. L'activité pratique de la masse doit donc rejoindre mon Parti, sa propre expression théorique.

**

Le point 4 de la thèse II traite la question la plus délicate posée par les révolutions dans les colonies : la question des paysans. Il dit :

« On doit chercher avant tout à donner au mouvement paysan
 « un caractère révolutionnaire, à organiser partout où cela est
 « possible les paysans et tous les opprimés en Soviets et à créer
 « un lien étroit entre le prolétariat communiste d'Europe et le
 « mouvement paysan révolutionnaire d'Orient et des colonies et
 « pays arriérés en général ».

La thèse supplémentaire 6 établit les bases d'une analyse détaillée de la situation sociale dans les colonies qui, quarante ans après, conserve toute sa validité et dont il faut partir si l'on veut arriver à une compréhension scientifique de la fonction actuelle des classes dans le Tiers Monde. On y lit, entre autres choses :

« Grâce à la politique impérialiste qui a entravé le développe-
 « ment industriel des colonies, une classe prolétarienne au sens
 « propre n'a pu apparaître que récemment, bien que, ces derniers
 « temps, l'artisanat indigène ait été détruit par la concurrence des

« produits des industries concentrées des pays impérialistes. En
« conséquence, la grande majorité du peuple a été rejetée dans
« les campagnes et contrainte de se consacrer au travail agricole
« et à la production de matières premières pour l'exportation...
« C'est ainsi que s'est formée une énorme masse de paysans sans
« terre... Le résultat de cette politique est que là où l'esprit révo-
« lutionnaire se manifeste, il ne trouve d'expression que dans la
« classe moyenne cultivée, numériquement faible... » (12).

La thèse supplémentaire 9 reconnaît que :

« A son premier stade, la révolution dans les colonies doit
« avoir un programme comportant des réformes petites-bour-
« geoises telles que le partage de la terre ».

Mais cela ne signifiait nullement une acceptation de la théorie men-
chévique de la révolution par étapes que les maoïstes font aujourd'hui leur.
La thèse ajoute en effet immédiatement après :

« Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que la direction de
« la révolution doit être abandonnée à la démocratie bourgeoise.
« Le parti prolétarien doit au contraire développer une propa-
« gande vigoureuse et systématique en faveur des Soviets, et
« organiser les Soviets de paysans et d'ouvriers. Ceux-ci devront
« travailler en étroite collaboration avec les républiques sovié-
« tiques établies dans les pays capitalistes avancés pour rem-
« porter la victoire finale sur le capitalisme dans le monde
« entier. Ainsi, conduites par le prolétariat conscient des pays
« capitalistes avancés, les masses des pays arriérés arriveront au
« communisme sans passer par les diverses étapes de l'évolution
« capitaliste ».

De même que Lénine et l'Internationale communiste rachètent toutes
les concessions dans la question nationale par le **principe d'une fédération
soviétique**, ils enferment toutes les concessions aux paysans et aux « réfor-
mes petites-bourgeoises telles que le partage de la terre » dans les limites
de l'organisation de « Soviets de paysans et d'ouvriers ». De cette façon,
Lénine et l'Internationale Communiste pouvaient tenir compte du **gradua-
lisme économique** inévitable de la révolution dans les colonies, tout en
combattant la version menchévique de la révolution par étapes et la ver-
sion populiste de la révolution paysanne et de la « répartition égalitaire de
la terre ».

La garantie offerte par les Soviets, organes de lutte politique pour la
conquête violente du pouvoir par le prolétariat, n'est cependant pas tout
aux yeux de Lénine. Cette garantie représentée par la forme soviétique
n'acquiert sa signification historique que grâce à l'existence de l'Internat-
ionale Communiste. Voilà comment Lénine définit la tâche des **partis
communistes dans les colonies** dans le point 5 de la thèse 11 :

« Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives
« d'arborer le drapeau du communisme que font certains mou-
« vements d'émancipation qui, en réalité, ne sont ni communistes,

« ni révolutionnaires ; l'Internationale communiste ne doit
« soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et
« les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus
« purs partis communistes — et réellement communistes —
« soient regroupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-
« à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois
« et démocratique. L'Internationale Communiste doit entrer tem-
« porairement en rapport et même conclure des alliances avec
« les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays
« arriérés sans jamais se fondre avec eux et en conservant tou-
« jours l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans
« sa forme embryonnaire ».

« Thèse supplémentaire 7 : « Il existe dans les pays opprimés
« deux mouvements qui tendent à se séparer chaque jour
« davantage :

« 1) Le mouvement bourgeois, nationaliste et démocratique,
« qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre
« bourgeois.

« 2) Celui des paysans incultes et pauvres et des ouvriers pour
« leur émancipation de toute sorte d'exploitation.

« Le premier tente de contrôler le second et y a souvent réussi
« dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste
« et les partis qui y adhèrent doivent combattre ce contrôle et
« chercher à développer dans les masses ouvrières des colonies
« des sentiments de classe indépendante. A cette fin, une des plus
« grandes tâches est la formation de partis communistes capables
« d'organiser les ouvriers et de les conduire à la révolution et
« à l'instauration de la république soviétique ».

Pour conclure, nous pouvons résumer le contenu des thèses sur la question nationale et coloniale approuvées par le II^e Congrès de l'I. C. :

1) Les mouvements bourgeois nationalistes et démocratiques des colonies sont incapables d'assumer leurs propres tâches bourgeoises : ils n'ont ni la force ni la volonté de s'opposer à l'impérialisme et de le combattre réellement.

2) Il n'y a pas de salut pour les peuples opprimés en dehors de la fédération des républiques soviétiques comme forme de transition vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. En d'autres termes, le mouvement révolutionnaire des colonies est subordonné au mouvement prolétarien des métropoles et le succès de la révolution dans les colonies dépend du renversement du capitalisme dans les métropoles.

3) Par conséquent, seule l'aide du pouvoir prolétarien instauré dans les anciennes métropoles impérialistes, seul « un plan économique universel dont l'application serait contrôlée par le prolétariat victorieux de tous les pays » peut mettre fin à la domination économique des colonies par l'impérialisme et donc permettre aux pays arriérés d'arriver « au communisme sans passer par les diverses étapes de l'évolution capitaliste ».

4) Si les conditions particulières concrètes dans lesquelles se déroulent les révolutions anti-coloniales imposent aux communistes une évolution tactique, celle-ci ne conservera de signification révolutionnaire que dans le cadre A) de l'organisation de Soviets ouvriers et paysans ; B) de la formation des plus purs partis communistes — et réellement communistes —, de leur indépendance absolue à l'égard du mouvement bourgeois et démocratique et de leur lutte contre lui ; C) de l'unité des travailleurs de tous les pays assurée par l'existence de l'Internationale communiste.

Russes et Chinois ont totalement trahi chacune de ces quatre conditions. Mais ils n'ont pas réussi pour autant à découvrir de nouvelles voies historiques ou à dévier l'histoire de sa voie. Nous, nous suivons la voie de l'histoire, de l'histoire réelle faite par les hommes « non selon leur libre volonté, ni dans des circonstances librement choisies, mais sous l'impulsion de faits immédiats antérieurs et inéluctablement déterminés par les événements passés ». C'est parce que nous suivons cette voie, et elle seule, que nous sommes aujourd'hui en mesure de constater comment à quarante ans de distance et par suite de l'échec de la révolution prolétarienne dans les métropoles, les révolutions anti-coloniales se sont conclues par une défaite aussi désastreuse que tragique. Aujourd'hui, à quarante ans de distance, nous pouvons constater que la question coloniale et nationale reste évidemment posée et que l'exploitation impérialiste des deux tiers de l'humanité atteint des sommets vertigineux.

C'est pourquoi nous pouvons regarder avec le plus grand mépris les imbéciles qui croient nous embarrasser en nous demandant : que faites-vous, vous, pour Ben Bella ou pour Castro ou pour la Chine de Mao ?

Les communistes internationalistes ont été « instruits » par Lénine, il y a quarante ans « de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique ». Les communistes internationalistes ont appris, il y a quarante ans, de Lénine, qu'on ne « doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et réellement communistes — soient regroupés et instruits de leurs tâches particulières » dont nous avons déjà vu en quoi elles consistent. Les communistes internationalistes ont appris, il y a quarante ans, de Lénine, qu'il n'y a pas de salut pour les peuples opprimés en dehors de la **fédération des républiques soviétiques** et de l'union des ouvriers de tous les pays réalisée grâce à l'Internationale Communiste.

Que ceux auxquels un voyage à Cuba, à Alger ou à Pékin suffit à donner le frisson révolutionnaire se hâtent d'en jouir comme il convient à leur misérable nature. Les bouches affamées des multitudes du Tiers Monde ne peuvent être fermées ni par les Mao, ni par les Castro, ni par les Ben Bella, pas plus que la prospérité des métropoles impérialistes ne peut être éternellement assurée par la compétition pacifique et le libre commerce des Johnson et des Kossyguine.

Le jour n'est pas si loin où les opprimés et les exploités du monde entier ressusciteront les Soviets, c'est-à-dire leurs organes de lutte politique révolutionnaire pour le renversement de l'impérialisme mondial. Ce

jour-là renaîtra une nouvelle **Internationale Communiste**. Et alors, Messieurs, vous ne nous demanderez certainement plus : **que faites-vous, vous... ?**

..

Les thèses supplémentaires 2 et 3 exposent synthétiquement cette **théorie de l'impérialisme** qui constitue la base sur laquelle l'Internationale Communiste elle-même s'est constituée et qui, à quarante ans de distance, conserve pour nous une validité totale.

Thèse supplémentaire 2 :

« Les colonies constituent une des principales sources de la force du capitalisme européen. Sans la possession des grands marchés et des grands territoires à exploiter dans les colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient pas se maintenir longtemps. Forteresse de l'impérialisme, l'Angleterre souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. C'est seulement en conquérant des territoires coloniaux, des marchés supplémentaires pour vendre son excédent de production, des sources de matières premières pour son industrie croissante que l'Angleterre a réussi, en dépit de ses charges, à maintenir son propre régime capitaliste. C'est grâce à la réduction de centaines de milliers d'Asiatiques et d'Africains en esclavage que l'impérialisme anglais est parvenu à maintenir jusqu'à aujourd'hui le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise ».

Thèse supplémentaire 3 :

« La plus-value provenant de l'exploitation des colonies est un des piliers sur lesquels le capitalisme moderne s'appuie. Tant que cette source de bénéfice ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme. L'exploitation intensive de la main-d'œuvre et des ressources naturelles des colonies a permis aux nations capitalistes d'Europe de tenter, non sans succès, de repousser la banque-route imminente. L'impérialisme européen a réussi dans la mère-patrie à faire des concessions toujours plus larges à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant à abaisser le niveau minimum d'existence du prolétariat en important des marchandises produites par la main-d'œuvre meilleur marché des asservis, celui-ci ne recule devant aucun sacrifice et consent à abandonner une partie de la plus-value qu'il prélève sur la mère-patrie parce qu'il possède celle que les colonies produisent ».

Ici, le philistin est naturellement prêt à souligner la contradiction impliquée selon lui dans toute la perspective politique de Lénine et de l'Internationale Communiste. Il est prêt à demander : Lénine ne soutenait-il pas que l'exploitation des colonies empêche l'effondrement du capitalisme métropolitain ? Or aujourd'hui, il n'y a plus de colonies dans le

monde et pourtant le capitalisme vit les jours les plus beaux et les plus florissants de toute son histoire.

Tout en se croyant infiniment supérieur au philistin vulgaire, l'extrémiste prétendument de gauche fait chorus avec lui, parlant de crise du marxisme, de phénomènes nouveaux et inexplicables, etc..., etc.

Nous avons déjà répondu à l'un et à l'autre et nous ne ferons que répéter ici cette simple réponse : **le monde d'aujourd'hui n'est nullement décolonisé**. Les thèses de l'Internationale Communiste parlent d' « **asservissement... par la puissance financière ou colonisatrice** » (thèse 2), d' « **oppression des pays asservis ou colonisés** » (thèse 9) : les thèses de l'Internationale Communiste dénoncent « **la tromperie organisée par les puissances impérialistes** » et consistant à « **constituer des États politiquement indépendants, mais en réalité vassaux** » (thèse 11, point 6).

Dans la suite de cette étude, nous montrerons en détail que la réalité économique, politique et sociale du Tiers Monde est celle de l'asservissement le plus brutal à une poignée de puissances impérialistes « **avec l'aide des classes privilégiées des pays opprimés** », tout comme il y a quarante ans lorsque l'Internationale Communiste lançait aux exploités du monde entier son cri de lutte révolutionnaire. Nous démontrerons en outre en détail que, loin de pouvoir sauver les peuples asservis et exploités du Tiers Monde, la Chine ne peut elle-même se soustraire aux griffes de l'impérialisme mondial qu'en s'abandonnant à sa tendre étreinte.

L'Internationale Communiste est née en 1919 par suite de la répercussion des luttes révolutionnaires de l'Asie sur l'Europe et de l'Europe sur l'Asie. Comme le disait la thèse supplémentaire 4 en 1920 : « **la révolution prolétarienne et la révolution des colonies doivent, dans une certaine mesure, contribuer l'une et l'autre à l'issue victorieuse de la lutte** ». L'Internationale de Lénine est née en 1919 comme expression de ce double mouvement révolutionnaire mondial, comme expression de sa **confluence** et donc de son **unité**, enfin comme une expression de sa conscience.

En 1926, l'unité du mouvement révolutionnaire des métropoles et des colonies avait été brisée pour des dizaines et dizaines d'années par suite du sabotage opportuniste de la révolution chinoise et de la grève générale en Angleterre. Cela signifiait ni plus ni moins que la défaite de la révolution prolétarienne dans le monde et le triomphe de la contre-révolution stalinienne dans la Russie des Soviets, c'est-à-dire ni plus ni moins qu'une nouvelle guerre impérialiste.

Nous n'avons pas été assez aveugles pour ne pas voir tout cela en 1926. Nous ne le serons pas davantage, à quarante ans de distance, pour ne pas voir que l'impérialisme n'a en rien changé. Nous avons, aujourd'hui encore, suffisamment de lumières pour voir que **l'asservissement des peuples du Tiers Monde reste l'unique pilier sur lequel l'impérialisme international s'appuie** ; que **l'aristocratie ouvrière** et les **classes moyennes** engendrées par le capitalisme contemporain en Europe, aux U.S.A. et en U.R.S.S. s'engraissent de la plus-value extorquée aux deux tiers de l'humanité qui souffrent encore de la faim ; que la crise du capitalisme mondial ne pourra pas ne pas donner une nouvelle impulsion à la lutte des peuples

opprimés du Tiers Monde et du prolétariat des métropoles et que cette lutte ne pourra pas ne pas s'unifier en un gigantesque assaut qui détruira l'impérialisme.

Ici n'importe quel philistin peut observer que ces affirmations restent du **domaine de la pensée** et que Marx a affirmé un jour : « Les philosophes se sont bornés à interpréter le monde de diverses façons : il s'agit désormais de le transformer ». Le philistin contemporain, aux yeux duquel la **pensée** est devenue immédiatement un danger, imagine évidemment que la critique de la logique abstraite signifie tout simplement l'abolition de la pensée ; il s'imagine que puisqu'il s'agit désormais de transformer le monde, il est tout à fait superflu et inutile de le comprendre et de l'interpréter. Mais nous, nous répétons avec Karl Marx :

« Pour abolir l'idée de la propriété privée, le communisme
« pensé suffit entièrement. Pour abolir la propriété privée réelle,
« il faut une action communiste réelle. L'histoire l'apportera et
« ce mouvement, dont nous savons déjà en pensée qu'il s'abolit
« lui-même, passera dans la réalité par un processus très rude
« et très étendu. Mais nous devons considérer comme un progrès
« réel que de prime abord, nous avons acquis une conscience
« tant de la limitation que du but du mouvement historique, et
« une conscience qui le dépasse ». (K. Marx ; *Manuscrits de 1844*,
Editions Sociales, p. 107).

..

Après avoir dénoncé le faux internationalisme de la Seconde Internationale, comme nous l'avons vu, la thèse 10 définit « **l'internationalisme ouvrier** » en ces termes :

« ...L'internationalisme ouvrier exige : 1) La subordination des
« intérêt de la lutte prolétarienne dans un pays à ceux de cette
« lutte dans le monde entier. 2) De la part des nations qui
« auront renversé la bourgeoisie, le consentement aux plus grands
« sacrifice nationaux en vue du renversement du capital inter-
« national. Dans les pays où le capitalisme a déjà atteint son com-
« plet développement et où existent des partis ouvriers formant
« l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations
« opportunistes et pacifistes de l'internationalisme sous l'influence
« de la petite-bourgeoisie est un devoir immédiat des plus
« importants ».

Pour la commodité de l'exposé, nous avons placé ces deux points à la fin de notre analyse des thèses de 1920 de l'Internationale Communiste sur la question nationale et coloniale. En 1922, Lénine impute en effet à Staline la trahison de ces deux points qui définissent précisément l'« **internationalisme ouvrier** ».

III. — LENINE EN 1922

Vers la fin de 1922, Lénine malade dicta à ses secrétaires des notes sur la question nationale divisées en trois parties. Ce texte porte la date

des 30 et 31 décembre 1922, et fut expédié par Lénine à Trotsky qui en fit une copie aujourd'hui conservée à Harvard. Le 30 juin 1956, cet article a paru dans le n° 9 du **Kommunist** et le 1er juillet 1956 dans une brochure groupant d'autres textes de Lénine que Staline avait fait disparaître, parmi lesquels le fameux "Testament". Pour les citations, nous utiliserons la traduction parue dans les **Œuvres Complètes de Lénine**, tome 36, Editions en Langues Etrangères de Moscou.

Dans ce texte, Lénine attaque Dzerjinski et Ordjonikidzé, mais surtout Staline pour la politique nationale qu'ils ont pratiquée en Géorgie :

*« Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline
« et son goût pour l'administration... Il va de soi que c'est
« Staline et Dzerjinsky qui doivent être rendus politiquement res-
« ponsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-
« russe... Il faut infliger une punition exemplaire au camarade
« Ordjonikidzé ».*

Attaquant Staline, Dzerjinski et Ordjonikidzé, Lénine pose encore une fois la question nationale telle qu'elle doit être conçue du point de vue du prolétariat :

*« Ici se pose une importante question de principe : Comment
« concevoir l'internationalisme ? »*

Et Lénine rappelle ce qu'il avait déjà écrit dans ses travaux sur la question nationale, c'est-à-dire :

*« Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui
« opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme
« d'une grande nation et celui d'une petite nation.
« Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime
« ou de la nation dite "grande"... doit-il consister non seulement
« dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore
« dans une inégalité compensant de la part de la nation qui
« opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pra-
« tiquement dans la vie ».*

Tels étaient les principes qui avaient guidé Lénine durant toute sa vie et qu'il avait mis à la base de la politique intérieure et extérieure de la Russie des Soviets et de la lutte révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Mais en 1922, Lénine s'aperçoit que ces principes sont honteusement violés dans l'Etat soviétique réel, et en particulier par Staline, Dzerjinski et Ordjonikidzé. Lénine n'avait jamais identifié sa mission avec celle d'un Etat quelconque, portât-il même l'étiquette soviétique. Lénine avait consumé sa vie en défendant désespérément l'Etat des Soviets, c'est vrai, mais il l'avait défendu en tant qu'Etat du prolétariat international luttant pour son émancipation révolutionnaire. Or, quand en 1922 Lénine s'aperçoit que cet Etat de forme soviétique défend en réalité les intérêts de sa propre conservation et non ceux de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial, il dissocie rudement sa propre action et celle de cet Etat, il déclare qu'il ne considère plus cet Etat comme **son Etat**. Et il écrit les paroles les plus dures, les plus féroces qui aient jamais été écrites pour

définir la trahison de la révolution prolétarienne par l'Etat russe. Il est bon de rappeler que cela se passe en 1922.

Dans le texte cité ci-dessus, Lénine écrit donc :

« On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où
« émanaient ces affirmations ? N'est-ce pas de ce même appareil
« de Russie, que, comme je l'ai déjà dit dans un numéro précé-
« dent de mon journal, nous avons emprunté au tsarisme en nous
« bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ?
« Sans aucun doute, il aurait fallu renvoyer cette mesure jusqu'au
« jour où nous aurions pu dire que nous nous portions garants
« de notre appareil, parce que nous l'avions bien en mains. Et
« maintenant nous devons en toute conscience dire l'inverse ;
« nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore
« foncièrement étranger et représente un salmigondis de survi-
« vances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument
« impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des
« autres pays (Lénine veut dire, comme le prouve toute son
« œuvre, l'aide de révolutions dans d'autres pays - N.d.R.) et alors
« que prédominaient les "préoccupations" militaires et la lutte
« contre la famine. Dans ces conditions, il est tout à fait naturel
« que la "liberté de sortir de l'union", qui nous sert de justifica-
« tion, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable
« de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe
« authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de
« cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique. Il
« n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés qui
« sont en proportion infime, se noieraient dans cet océan de la
« racaille grand-russe chauvine, comme une mouche dans du
« lait ».

La suite de cette diatribe de Lénine frappe en plein visage celui qui, dans l'avenir, devait se révéler comme l'ennemi mortel de l'internationalisme prolétarien et comme le représentant du **social-nationalisme grand-russe** : Staline.

« Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire,
« qui lance dédaigneusement des accusations de "social-natio-
« nalisme" (alors qu'il est lui-même un vrai, un authentique
« "social-national", mais encore un brutal argousin grand-russe),
« ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité proléta-
« riennne de classe ».

Après cette définition glaciale, impitoyable, léroce de ce qu'était en 1922 l'Etat russe réel « badigeonné légèrement d'un vernis soviétique » ; après cette caractérisation prophétique du **Géorgien social-nationaliste grand-russe Staline** comme celui qui devait noyer « la proportion infime d'ouvriers soviétiques et soviétisés dans cet océan de la racaille grand-russe chauvine », Lénine prévoit dès 1922 les conséquences d'une telle politique de l'Etat russe à l'égard de la lutte révolutionnaire dans les colonies et de son unité avec la révolution prolétarienne dans les métropoles.

Lénine prévoit dès 1922 que le résultat de la politique social-nationaliste grand-russe pratiquée par l'Etat **badigeonné légèrement d'un vernis soviétique** sera la scission entre les révolutions anti-coloniales et la révolution prolétarienne dans les métropoles, la ruine de l'Internationale Communiste et la naissance de l'**impérialisme grand-russe**.

Écoutons donc encore une fois la voix de Lénine :

« Le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui en résulte pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène historique dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous minions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. Or, la journée de demain, dans l'histoire mondiale, sera justement celle du réveil définitif des peuples opprimés par l'impérialisme et du commencement d'une longue et âpre bataille pour leur affranchissement ».

Quarante-deux ans ont passé depuis que Lénine a prononcé ces paroles. Durant cette période, l'Etat de Moscou s'est complètement « engagé dans des rapports impérialistes », et qui ne concernent plus seulement des « questions de détail ». « L'appareil diplomatique » du Kremlin, dont Lénine pouvait écrire en 1922 qu'il est « épuré des éléments de l'ancien appareil tsariste, bourgeois et petit-bourgeois », rivalise aujourd'hui avec celui de la Maison Blanche pour le luxe et la corruption, est devenu une des colonnes de l'O.N.U., cette « caverne de brigands impérialistes », et joue le jeu de la diplomatie secrète de l'impérialisme mondial.

Ces quarante ans passés, même la justification stalinienne selon laquelle l'Etat grand-russe se renforce pour se défendre « contre l'impérialisme de l'Occident » ne tient plus. Aujourd'hui l'Etat grand-russe se renforce uniquement pour coexister et commercer, en plein accord avec les U.S.A., sur le dos des multitudes affamées du Tiers Monde et du prolétariat international.

Entre temps, l'Internationale Communiste a été détruite et « la proportion infime d'ouvriers soviétiques et soviétisés » s'est noyée dans

« l'océan de la racaille grand-russe chauvine comme une mouche dans du lait ». Entre temps, une seconde guerre impérialiste a dévasté la planète et dans les lueurs de cet incendie a pointé l'aube du réveil de l'Orient.

Nous, communistes révolutionnaires, nous saluons cette aube, ce réveil de l'Asie avec des cris de joie. Mais cette joie ne nous fait pas oublier que « la longue et âpre bataille pour leur affranchissement », pour la libération des peuples asservis du Tiers Monde est à peine commencée, que cette bataille doit se répercuter en Europe pour rebondir de l'Europe en Asie, en Afrique, en Amérique latine, que de cette double répercussion doit naître un mouvement révolutionnaire mondial, guidé par une Internationale Communiste ressuscitée, qui abatte le capitalisme et instaure la dictature prolétarienne universelle.

La rupture russo-chinoise résonne comme un glas annonçant à la contre-révolution triomphante sa mort prochaine. Les contestations de frontières le long des 9.000 km qui séparent le Pamir de Vladivostock démasqueront Moscou et Pékin aux yeux des peuples opprimés du Tiers Monde et du prolétariat international.

Il s'est produit ce que Lénine prévoyait en 1922. La contre-révolution stalinienne est allée jusqu'au bout en Russie, en Chine et dans le monde. Mais ce faisant, elle s'est consumée. Il n'y a pas de salut pour les Kossyguine, les Mao, les Castro ou les Tito. L'étreinte de l'impérialisme les attend, la révolte du prolétariat international contre l'impérialisme les détruira.

Et ce n'est pas pour nous une mince chose que de pouvoir retrouver la pleine conscience du présent dans ce que Lénine disait il y a maintenant quarante ans. Ce n'est pas rien que nous ne puissions trouver aujourd'hui de mots plus féroces que ceux de Lénine en 1922 pour définir la trahison du prolétariat international par le social-nationalisme grand-russe. Cela montre en effet que cette trahison ne fut pas, n'est pas, ne doit pas être considérée comme une **surprise** : elle fut prévue par le parti. Nous ne sommes pas **surpris** comme le sont les nvaïstes, et leur **surprise** n'est qu'une preuve de plus qu'ils ont eux aussi participé à cette trahison.

Il fallait tout « l'engouement exagéré de Trotsky pour le côté purement administratif des choses », comme le dit Lénine dans son « Testament », pour dissimuler jusqu'au bout la sûre prévision de Lénine en 1922 que nous avons analysée plus haut. Pour ne pas parler des Kamenev, Radek, Boukharine, Piatakov... Ils furent de grands révolutionnaires, ils incarnèrent la **conscience** de la révolution russe, mais la contre-révolution les a anéantis tous, sans exception. Lénine, non. Lénine n'incarnait pas seulement la conscience de **cette** révolution, mais une « conscience qui dépasse le mouvement historique », comme l'écrivait, Marx en 1844.

Le mouvement révolutionnaire dont Lénine fut l'expression théorique n'est pas mort. Il couve seulement aujourd'hui pour flamber à nouveau

demain. Mais aussi long et rude que soit le processus que la révolution prolétarienne devra parcourir dans la réalité, nous possédons, camarades, depuis le début, « la conscience tant de la limitation que du but du mouvement historique, et une conscience qui le dépasse ».

Nous fournirons, dans le prochain numéro de Programme Communiste, une documentation détaillée sur la phénoménologie de la polémique russo-chinoise en ce qui concerne les révolutions anticoloniales et la question nationale.

(1) Voir la « Résolution du 10 décembre 1958 du Comité central du P.C.C. » et la « Résolution adoptée par le Politbureau du P.C.C. le 29 août 1958 », dont nous avons cité les passages les plus importants en les commentant de façon détaillée dans *Programme Communiste*, N° 29, pp. 10 à 13.

(2) Pour le « mode de production asiatique » et l'utilisation de ce concept dans un but anti-chinois par les « communistes » moscovites, voir *Programme Communiste*, N° 29, pp. 23-24-25.

(3) « Suis ton chemin et laisse dire les gens », Dante, *La Divine Comédie*.

(4) Voir « Le communisme et les partis algériens », *Programme Communiste*, N° 11, pp. 19 à 22 ; « Le Parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques », P.C. N° 14, pp. 33 à 46 ; « Révolution et contre-révolution en Chine », P.C. N° 20, pp. 36 à 38.

(5) Ces thèses peuvent être considérées comme étant à peu près entièrement de la main de Lénine.

(6) Ce que nous affirmons ici, nous le prouverons dans la suite de cette étude lorsque nous nous occuperons des contestations de frontières entre l'Inde, le Pakistan et la Chine, et des rapports fort ambigus entre la Chine et l'Indonésie.

(7) Cet article a été amplement analysé par nous dans « Révolution et contre-révolution en Chine », P.C. N° 21, pp. 30-32.

(8) La signification de la polémique Lénine-Luxembourg est complètement faussée, tant par les stalinistes que par des extrémistes ou des sociaux-démocrates prétendument « luxembourgistes ». Ce ne fut pas Lénine qui attaqua Rosa Luxembourg, mais bien cette dernière qui accusa Lénine et les bolcheviks d'opportunisme dans la question nationale. L'affaire était en outre compliquée du fait que la social-démocratie polonaise, divisée en deux fractions, dont celle où Rosa

Luxembourg militait, participait aux congrès de la social-démocratie russe, la Pologne étant précisément une des « nationalités opprimées » par le tsarisme.

En réalité, Lénine ne demandait nullement à Rosa Luxembourg de renoncer à son programme sur la question nationale en Pologne : il se limitait à démontrer la validité du programme bolchevique sur la question nationale en Russie. Ce passage de l'article de Lénine déjà cité en est la preuve :

« Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée, que la perspective se trouve déformée, et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime. »

Donc Lénine ne critiquait pas la polémique menée par Rosa Luxembourg contre le nationalisme du Bund ou du parti national-socialiste de Joseph Pilsudski. Lénine reprochait seulement à Rosa Luxembourg d'oublier le « nationalisme de la nation qui opprime ». Toujours dans le même article, Lénine écrit pour justifier la tactique de Rosa Luxembourg en Pologne :

« On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes de toute la Russie, et au premier chef par les marxistes grands-russes, du droit des nations de se séparer, n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation opprimée l'agitation contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas l'agitation contre le divorce. »

Observons en passant que cette dernière phrase sur le droit au divorce a été ignoblement exploitée par Thorez et les stalinistes français lors de la guerre d'Algérie. Mais, ce n'est un secret pour personne que le P.C.F. agissait en France, et que la France était précisément la nation qui opprimait l'Algérie ; or, Lénine parle de l'« agitation contre la séparation par les marxistes de telle ou telle nation opprimée ». En menant l'agitation contre la séparation de l'Algérie, le P.C.F. a donc pleinement adopté le nationalisme de la nation qui opprime.

(9) Voici ce qu'écrivait *Le Soviet*, organe de la Fraction Communiste Abstentionniste en Italie, courant dont nous revendiquons intégralement la tradition politique, dans son n° 19 du 27 avril 1919, à propos des prétendues différences entre la « démocratie » de l'Entente et la « barbarie » du militarisme prussien :

« La démocratie bourgeoise est un exemple vivant d'hypocrisie. La différence entre l'Entente et ses ennemis réside seulement dans le manque de sincérité de la première, qui veut faire et fait effectivement comme les autres, mais n'a pas comme eux la franche et brutale loyauté de le dire » (de « L'uto-
pie de la paix bourgeoise »).

Vraiment, comme ces « extrémistes infantiles » sont abstraits ! Ils ne font aucune différence entre le Kaiser et Wilson ! Lénine, au contraire, était bien plus concret : en 1920 il découvrait de grandes différences entre la démocratie de l'Entente et le militarisme prussien. Il écrivait même que « les fameuses démocraties occidentales » étaient « plus lâches et plus cyniques » « que les Junkers et le Kaiser eux-mêmes ».

Nous invitons les « antifascistes » qui nous accusent d'abstraction lorsque nous plaçons sur le même plan Hitler et Roosevelt à réfléchir quelques années (il faudra bien ça...) sur cet exemple d'esprit concret que nous fournit Lénine.

(10) Ce que l'on pourrait définir comme la théorie du mouvement dialectique, des tempêtes révolutionnaires n'est en aucune manière un « enrichissement » du marxisme par Lénine. Notre parti affirme que « le prétendu marxisme-léninisme est une formule mensongère : il n'existe qu'une seule théorie révolutionnaire ». Cela, nous l'avons historiquement prouvé à de nombreuses reprises et nous y reviendrons encore. En ce qui concerne la théorie de la double révolution, nous nous limiterons à rappeler que le socialisme scientifique est précisément né de la solution de ce problème de la double révolution, que Marx posait ainsi en 1844 :

« Comment l'Allemagne franchirait-elle, d'un seul saut périlleux, non seule-

« ment ses propres barrières, mais en même temps les barrières qui retiennent les peuples modernes, barrières qui doivent en réalité lui apparaître comme la libération de ses barrières réelles ? » (*Critique de la philosophie du droit de Hegel*).

Rappelons, par parenthèse, que certains ont cru pouvoir critiquer radicalement le marxisme en imputant son apparition à la révolution bourgeoise allemande de 1848. Ainsi s'expliquerait le soi-disant « jacobinisme » de Marx, son exagération du rôle de l'Etat, les soi-disant « résidus » de la dialectique hegelienne chez Marx, etc... Ces thèses qui transpirent de tous les pores de l'idéologie bourgeoise contemporaine, ont été avancées par des représentants de ce qui fut l'extrême gauche du P.C. allemand dans les années trente (Arthur Rosenberg et surtout Karl Korsch).

La question mériterait une analyse approfondie. Pour l'instant, limitons-nous à affirmer que la *Gauche Communiste italienne*, courant dont nous nous réclamons entièrement, voit dans la naissance du marxisme au cours de la double révolution allemande des années 1840-50, sa force et non sa faiblesse. Nous avons défendu cette thèse en particulier dans une étude intitulée « Les luttes de classes et d'Etats dans le monde des peuples de couleur, domaine historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste » (parue dans notre organe en langue italienne *Programma Comunista*, Nos 3, 4, 5, 6 ; février-mars 1958). En espérant que ce texte important pourra trouver place dans un prochain numéro de *Programme Communiste*, nous en citerons ici un passage, en rappelant qu'il y est fait allusion au texte de Marx « Formen der Kapitalistischen Produktion vorhergehen », tiré des « Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie ».

« Lorsque le parti marxiste choisit ses alliés à certains tournants violents de l'histoire, il est déjà parfaitement maître de la négation impitoyable, de la critique, ou mieux de la *démolition* sans ménagements de toutes les "super-structures idéologiques" de ses propres alliés dans la guerre civile ; il ne le fait pas, il ne le dissimule pas un instant malgré les rumeurs de la guerre. « Les communistes dédaignent de dissimuler leurs buts ». Ce résultat — qui serait impossible dans une rencontre, dans un front au niveau de la *superstructure* comme cela se produit dans toute agitation pacifique, de propagande, d'éducation, légale, constitutionnelle, parlementaire — est conditionné par l'existence d'un solide parti de classe prolétarien...

« La rupture inexorable entre les classes, même dans les périodes où elles se trouvent combattre un ennemi commun, est contenue dans la doctrine révolutionnaire, dans la mesure où elle fait du parti communiste le dépositaire de la position du futur *homme social* communiste, et lui fait proclamer — nous en revenons ici aux Grundrisse — que s'il est nécessaire que la forme bourgeoise vainque dans un corps à corps historique les formes précapitalistes, celles-ci n'en étaient pas moins plus élevées qu'elle si l'on se réfère à l'ordre social vers lequel nous tendons et dont l'instauration constitue le programme de notre parti organisé dans ce but vers lequel conduit le combat de la classe ouvrière » (in *Programma Comunista*, n° 4, 25 février 1958).

S'il est donc vrai qu'une théorie de la révolution anti-capitaliste ne peut surgir que lorsque le capitalisme s'est pleinement développé au moins dans quelques pays (et en 1844 c'était le cas de l'Angleterre et en partie de la France), il est tout aussi vrai que la même théorie manifeste sa force, sa véracité et son originalité profonde en intervenant d'une manière radicalement nouvelle dans les révolutions bourgeoises encore en cours pour en bouleverser le déroulement normal. La révolution allemande de 1848 ne représente donc pas le *péché originel*, la tare cachée du marxisme, mais bien le banc d'essai qui lui a permis de s'imposer une fois pour toutes comme la seule théorie de la révolution prolétarienne anti-capitaliste. Et la révolution bolchevique d'octobre 17 n'est qu'une première vérification historique de cette théorie.

Entre 1844 et 1848, le *parti historique de la révolution communiste* est né une fois pour toutes, comme Marx et Engels l'affirmèrent catégoriquement alors et par la suite. La Commune de Paris (anarchistes, libertaires et « critiques » du marxisme se réfèrent à elle pour soutenir la thèse d'une théorie révolutionnaire en évolution permanente), si elle constitue indubitablement une *expérience*, présuppose l'existence du parti qui puisse en tirer, comme il le fit effectivement, les corollaires contenus dans sa théorie et dans son programme.

(11) L'analyse de la praxis du maoïsme dans la révolution chinoise, de 1930 à 1949, ou même l'action du P.C.C. de 1921 à 1929, ne rentre pas dans les limites de cette étude. Cet aspect essentiel de la question, dont la compréhension est indispensable pour comprendre l'actuelle polémique russo-chinoise, est analysé dans l'étude « Le mouvement social en Chine » en cours de publication dans *Programme Communiste*.

(12) Le Tiers Monde continue de se débattre dans les contradictions mises en évidence par l'I.C. dans ses thèses de 1920. Que l'on prenne par exemple la question de l'« industrie artisanale indigène » « détruite par la concurrence des produits des industries centralisées des pays impérialistes ». Le dernier mot en matière de « pays sous-développé », lancé avec un parfait synchronisme par les maoïstes et les gaullistes, consiste, incroyable mais vrai ! à invoquer la renaissance de l'« industrie artisanale indigène ». Les maoïstes s'emploient à répandre dans le Tiers Monde la leçon que leur a infligée la faillite du « bond en avant » et la « trahison » russe, et à présenter ce qui reste des Communautés populaires comme un exemple d'union de l'agriculture et de la petite production industrielle qui permettrait aux pays afro-asiatiques de « compter sur leurs propres forces ». Les gaullistes qui se présentent aux pays sous-développés comme une troisième force en concurrence avec l'U.R.S.S. et les U.S.A., font écho aux maoïstes. C'est ainsi que la Commission Jeanneney (composée entre autres d'hommes comme Bloch-Lainé, Gruson, François Perroux) exaltée par de Gaulle dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964, polémique dans son rapport contre le « gigantisme » industriel dont les U.S.A. et l'U.R.S.S. se font les avocats dans le Tiers Monde, et définit ainsi la politique gaulliste à l'égard des pays sous-développés : « Et c'est à la formation de cadres, au développement agricole et à la renaissance de l'artisanat, que l'on conseille de réserver en priorité l'effort français ».

Nous reviendrons amplement sur cette question dans la suite de cette étude.

LE NOM DU PARTI

Pour éviter une déplorable confusion avec la section française de la IV^e Internationale (trotskyste), nous avons décidé de changer le nom de « Parti Communiste Internationaliste » en « Parti Communiste International ». En ligne de fait, ce changement répond à l'extension de notre courant à l'extérieur des frontières de la France. En ligne de principe, ce n'est pas une nouveauté puisqu'en 1919, l'Internationale Communiste, dont nous revendiquons les principes initiaux, s'était elle-même définie non comme une fédération de partis nationaux plus ou moins autonomes du type de la Seconde Internationale, mais comme parti international du prolétariat dont les intérêts sont uniques dans le monde entier. Aujourd'hui que les « voies nationales » au socialisme et le « polycentrisme » correspondant en matière d'organisation triomphent dans le mouvement « communiste » officiel, il est plus que jamais nécessaire de rappeler ce principe de l'unité internationale du prolétariat et de son parti de classe.

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire** et
Programme Communiste 12 F.

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22
Marseille.

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

adresser toute correspondance à :

« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X°) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.